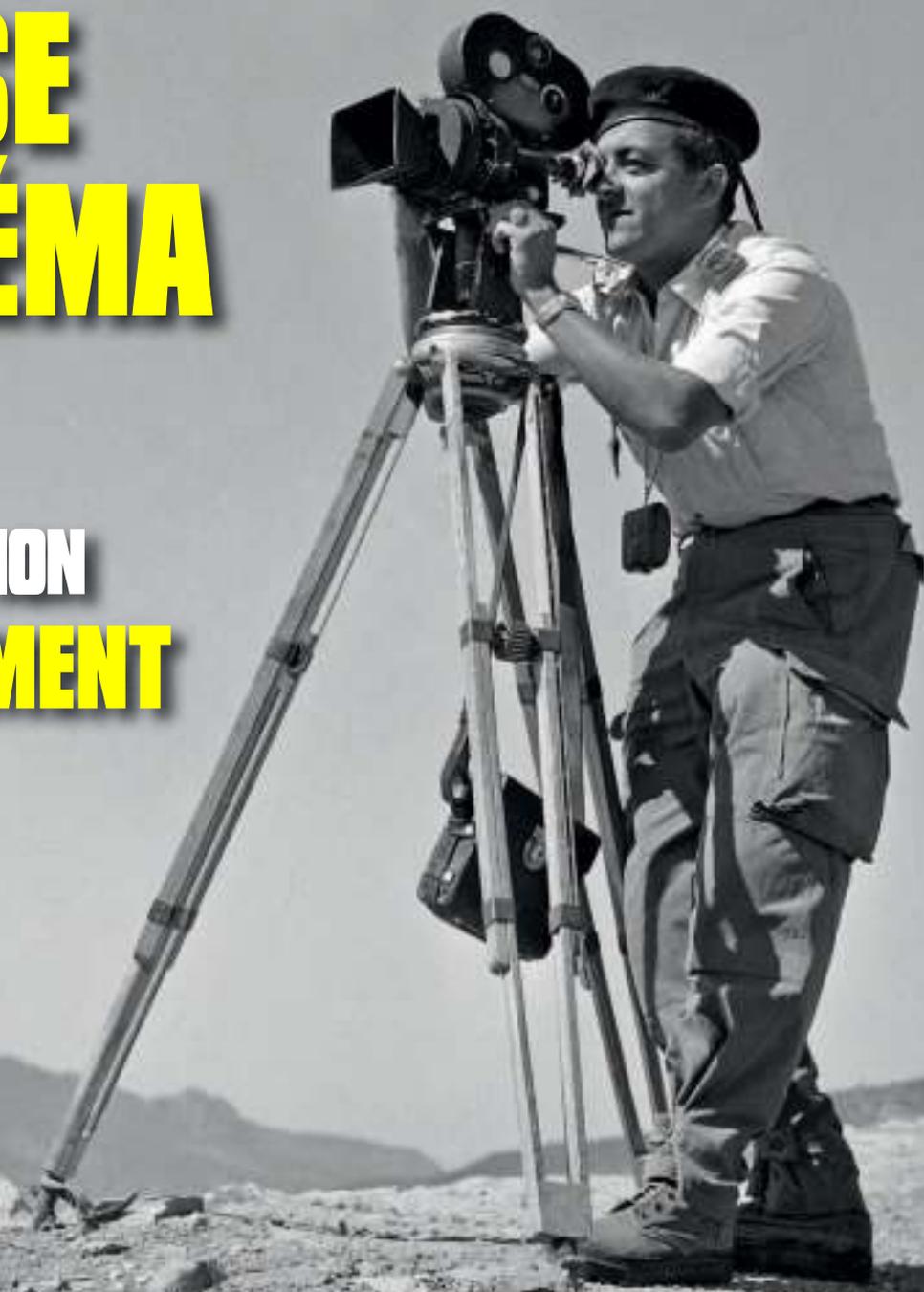


ARMÉES D'AUJOURD'HUI

DOSSIER DÉFENSE ET CINÉMA

FORCES EN ACTION
RAVITAILLEMENT
EN VOL



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FORCES EN ACTION

- 4 Sangaris, la conquête de l'est
- 6 Gardiens ailés des océans
- 10 Rendez-vous avec les citernes volantes
- 14 Les opérations en bref

ENJEUX

- 16 Gagner des batailles n'est pas gagner la guerre

FOCUS REFORME

- 18 Corriger les défaillances de Louvois

FOCUS TECHNOLOGIE

- 20 Neuron : un laboratoire pour l'aviation de combat
- 23 HAD, un Tigre encore plus puissant

FOCUS DEFENSE

- 24 Rapport égalité hommes-femmes, interview
- 26 Le Tigre et le Caïman prennent le large
- 30 Interview du général Charaix commandant les FAS
- 34 Coup de jeune pour la JDC
- 36 Interview du général Ribayrol
- 38 Repères

DOSSIER

- 40 Défense et Cinéma

DÉTOURS

- 54 Culture. L'été meutrier
- 58 Portrait. Inventeur de haut vol
- 60 Histoire : Diên Biên Phu
- 62 La victoire du Garigliano
- 66 Kiosque

SOLDAT DE L'INFO

ÉDITORIAL



C. CAVALLO/MARINE NATIONALE

Armées d'aujourd'hui est en deuil : le magazine de la Défense a perdu son rédacteur en chef. Le commandant Daufresne (photo) nous a quittés le 22 avril, victime d'un accident cardiaque, alors que nous préparions ce numéro. Ce bouclage s'est terminé sans lui, mais c'est comme s'il avait signé lui-même le bon à tirer car tout était impeccablement préparé.

Dans l'univers de la communication de défense, où se croisent sans toujours s'interpénétrer deux cultures différentes, la culture militaire et la culture « com », Vincent Daufresne avait une totale légitimité, ayant mené une double carrière de communicant et de combattant – il était revenu en début d'année d'une opex au Liban, ce qui nous donnait l'occasion d'échanger à propos des collines pelées du Sud-Liban et des couchers de soleil à Naqoura. D'abord fantassin au 152^e régiment d'infanterie, il choisit l'artillerie à la sortie de l'École militaire interarmes et rejoint le 57^e régiment d'artillerie, au sein duquel il effectue des missions de courte durée en Polynésie, en Martinique et à Djibouti. Au terme de son temps de commandement, brillant lauréat du diplôme technique, il opte pour un master 2 en communication.

Arrivé à la Dicod en 2009, il y a insufflé un esprit créatif en développant l'innovation sur l'audiovisuel (il a remodelé Le Journal de la Défense diffusé sur LCP), dans les médias numériques et, récemment, dans les colonnes d'*Armées d'aujourd'hui*. À son épouse Pauline, à Jean et Anne, ses deux enfants, à tous ses camarades de travail et ses innombrables amis, la Dicod exprime sa reconnaissance pour tout ce que Vincent Daufresne a apporté et que nous allons grâce à lui continuer à développer, pour le rayonnement de la Défense et des armées françaises.

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions** : lieutenant-colonel (air) Antoine Plantard. **Rédacteur en chef** : commandant (terre) Vincent Daufresne. **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction** : Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Directrice artistique** : Micheline Jérôme (Key Graphic). **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction** : Carine Bobbera (48 07), capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), Kassandra Chérubin, stagiaire (46 28), Paul Hessenbruch (55 05), Éléonore Krempff (44 35), Samantha Lille (47 27), aspirant (Marine) Camille Martin (46 29), capitaine (air) Laetitia Perier (45 83). **Prestations extérieures** : Patrick Bouhet, Jean-Claude Jaeger. **Service photo** : Jean-Jacques Chatard (46 98). **Service icono** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 53 42 87 79. **Photogravure** : Key Graphic. **Impression** : Groupe Maury Imprimeur. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. Dicod – École militaire – 1, place Joffre – 75007 Paris. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : caméraman du service cinématographique des armées - © ECPAD



Sangaris, la conquête de l'est

Le 8 avril, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca) entre dans Bria, située dans l'est de la République centrafricaine. Les soldats congolais de la mission s'apprêtent à s'installer dans un ancien camp militaire. La veille, le groupement tactique interarmes (GTIA) Scorpion de Sangaris avait atteint, sans rencontrer de résistance particulière, les lisières ouest de cette ville. Depuis le 28 mars, afin de protéger la population et pour appuyer l'installation de la Misca dans l'est du pays, le GTIA s'est entièrement déployé sur l'axe reliant Bangui, la capitale, à la partie orientale. Dans cette zone de la RCA, l'objectif de la force française demeure le même

qu'à Bangui ou que dans l'ouest : restaurer l'autorité de l'État et la faire accepter, ainsi qu'appliquer les mesures de confiance.

Troisième phase planifiée de l'opération Sangaris, ce déploiement vers l'est a été rendu possible grâce à la réussite des deux phases précédentes – la sécurisation de Bangui et le rétablissement de la circulation sur l'axe économique vital reliant la capitale au Cameroun, la « *main supply road* » (MSR). Aujourd'hui, la Misca, appuyée par la force Sangaris, assure la sécurité de Bangui et près de 200 poids lourds empruntent chaque semaine, avec ou sans escorte, la MSR.

Vincent Daufresne

FORCES EN ACTION

Gardiens aillés





des océans

Sauvetage et recherche en mer, lutte contre la pollution... Les hommes de la flottille 24F de Lann-Bihoué effectuent une surveillance maritime permanente en Atlantique, Manche et Méditerranée à l'aide de cinq Falcon 50M spécialement équipés. Mission du jour : repérer des conteneurs perdus sur le rail d'Ouessant.

PAR CAMILLE MARTIN / PHOTOS : JÉRÔME SALLES - ECPAD



« Dans le cas d'un homme à la mer, chaque minute compte. »

Ci-dessus : l'équipage prend connaissance de la mission du jour lors de la séance de briefing.

En haut à droite : avant le décollage, les pilotes effectuent un « tour avion » afin de vérifier l'état de l'appareil.

Ci-contre : le pilote opère un virage au-dessus de la vaste zone à quadriller.

Ci-dessous : un des opérateurs prend des photos par le hublot d'observation. Elles pourront servir ultérieurement d'éléments d'information ou de preuves lors de la constatation d'infractions.

En bas à droite : le détecteur navigateur surveille le périmètre à traiter avec son radar. Il a également à sa disposition une caméra infrarouge.





Une surveillance maritime permanente. Telle est la mission de la flottille 24F de la base aéronavale de Lann-Bihoué, située près de Lorient. Une centaine d'hommes et de femmes, pilotes, techniciens, opérateurs, composent cette unité qui se doit d'être opérationnelle 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Surveillance de la façade Atlantique, de la Manche et de la mer Méditerranée, opérations extérieures et vols d'entraînement, la 24F enchaîne les heures de vols. Les missions, assurées par cinq Falcon 50M, sont nombreuses. Avec ses trois réacteurs et une autonomie de 6h30, cet appareil contribue aussi bien à l'action de l'État en mer qu'aux missions opérationnelles, dans une zone allant jusqu'à 2 000 kilomètres de sa base. De la protection des personnes et des biens à la lutte contre la piraterie en passant par le contrôle des pêches et la lutte contre la pollution, la surveillance maritime est une nécessité pour la protection des eaux territoriales et de la zone économique exclusive.

Des aéronefs optimisés

Avant chaque mission, un briefing est organisé au poste de contrôle opération, centre névralgique de toutes les actions menées par la flottille. « *Des avions de la douane ont repéré hier trois conteneurs au large des côtes. Deux ont été récupérés par l'Argonaute (bâtiment de soutien en haute mer, ndlr) et le troisième s'est échoué sur une plage. Le préfet maritime de la zone Atlantique demande à ce que l'on mène une recherche dans la zone située du sud du rail d'Ouessant au nord du golfe de Gascogne. Nous devons être sûrs qu'il n'y a pas d'autres conteneurs* », annonce l'officier quart opération à l'équipage chargé de cette mission. Le trafic maritime du rail d'Ouessant, au large des côtes bretonnes, est l'un des plus importants au monde. Le risque majeur est qu'un conteneur vienne percuter la coque d'un bateau.

Le briefing terminé, l'équipage se prépare à décoller. Ordinateurs, jumelles et appareils photo sont apportés à bord par les observateurs pendant que le pilote effectue un dernier « tour avion » afin de s'assurer de l'état de l'appareil. Pour répondre efficacement aux missions confiées à la flottille 24F, les Falcon 50M, initialement des jets d'affaires civil, ont été modifiés. Les banquettes ont été retirées pour gagner de la place et permettre le transport de six conteneurs SAR (*Search And Rescue*) indispensables au sauvetage en mer. Deux larges hublots d'observation améliorent les capacités

de recherche et l'avionique a été totalement modernisée. « *Le système de navigation est très précis. Cela permet, lors d'une recherche, d'améliorer les trajectoires de l'aéronef et de maximiser l'efficacité de l'appareil. Dans le cas d'un homme à la mer, chaque minute compte* », explique le lieutenant de vaisseau Variot, pilote de la flottille 24F. Une trappe a été aménagée sous l'avion pour larguer les marqueurs fumigènes et les conteneurs SAR. Sur la pointe avant de l'appareil, un radar adapté au milieu maritime permet de détecter les petits échos en mer. À l'arrière, le Flir (*Forward Looking Infrared*), une petite caméra infrarouge, donne une image des zones survolées. Enfin, au sommet de la dérive, le système de transmission satellitaire Aviasat assure une communication continue entre l'aéronef et le continent.

Les yeux rivés sur les flots

L'équipage à bord d'un Falcon 50M est restreint, cinq personnels navigants : en plus du pilote et du commandant de l'aéronef, deux opérateurs et un radariste tiennent des rôles clefs dans la surveillance maritime. L'opérateur de droite, spécialiste des transmissions, gère la liaison avec la terre. L'opérateur de gauche est le garant technique et tactique de la mission. Il travaille en binôme avec le détecteur navigateur aérien. Ce dernier, placé à l'arrière de l'appareil, surveille le radar et la caméra Flir. Juste avant d'arriver sur zone, l'équipage réalise un relevé d'environnement. Celui-ci permettra de déterminer l'altitude de patrouille optimale en fonction de la mission et du capteur prioritaire (radar, caméra thermique et portée visuelle). « *Nous avons très peu de temps pour une zone de recherche qui est particulièrement étendue. Il faut donc optimiser au maximum la performance des capteurs* », commente le pilote, le lieutenant de vaisseau Perriot. Les yeux rivés sur l'océan, chaque membre présent à bord de l'aéronef participe pleinement à la surveillance. Le pilotage automatique de l'appareil permet au pilote et au commandant de l'aéronef de se focaliser sur la recherche d'un éventuel conteneur perdu au milieu de vastes étendues bleues. Pendant les quatre heures de vol, qui vont permettre de confirmer qu'aucun conteneur ne mettra en danger un navire, tous restent aux aguets. À peine le temps d'atterrir et l'équipage redécalle pour un vol d'entraînement. Comme dans tout groupe, la cohésion est déterminante dans l'efficacité des missions à accomplir. Un impératif pour la flottille 24F disponible à tout moment, 365 jours par an. ■

FORCES EN ACTION

Rendez-vous avec les citernes volantes

Appartenant aux Forces aériennes stratégiques, le groupement de ravitaillement en vol 2/91 Bretagne fournit du carburant à tous les avions de combat français. Les 14 Boeing C-135 d'Istres peuvent aussi évacuer des blessés ou acheminer personnel et matériel. Très présente en opérations, l'unité assure également un volet formation.

PAR SAMANTHA LILLE / PHOTOS : A. COURTILLAT / ARMÉE DE L'AIR





« En 2011, les missions en opérations extérieures ont représenté plus de 60 % de l'activité de l'unité. »

Ci-dessus : l'opérateur de ravitaillement en vol guide sa perche afin de faciliter l'approche du pilote qui doit approvisionner en carburant son Mirage 2000-5.

En haut à droite : le panier est arrimé, le ravitaillement peut commencer.

Ci-contre : depuis 2009, la capitaine Aurélie G. est la seule femme pilote de C-135.

Ci-dessous : un instructeur forme des stagiaires à l'installation des nombreux appareils médicaux qui composent le kit de réanimation Morphée.

En bas à droite : parmi les quatorze C-135 du GRV, trois sont des KC-135, conformes aux normes américaines. Ceux-ci peuvent être engagés dans des missions avec des avions d'armées étrangères.





Cinq mètres, quatre, trois, deux, un, contact! Ça coule!» annonce par radio l'opérateur de ravitaillement en vol (ORV) au pilote d'un Mirage 2000. En deux minutes, l'avion de chasse connecté à l'extrémité de l'aile droite du Boeing reçoit une tonne de kérosène. À gauche, relié au second panier de ravitaillement, un Rafale en a perçu le double.

Si la manœuvre semble facile sur le papier, elle devient moins évidente dans un avion de chasse volant à quelques mètres d'un autre appareil, à 8000 mètres d'altitude, avec une vitesse moyenne de 300 nœuds (environ 600 km/h). L'exercice se révèle carrément acrobatique lorsqu'il s'agit, avec la perche de ravitaillement, de viser et de maintenir la pression dans un panier de 54 centimètres de diamètre. Voilà à quoi ressemble un « plein de carburant » dans les airs! De l'avis de tous, la première approche sur ravitailleur C-135 est impressionnante, les suivantes sont tout aussi périlleuses.

Dans le cockpit du Boeing, des hommes du groupe de ravitaillement en vol (GRV) 2/91 Bretagne sont à la manœuvre. Quatre membres d'équipage – pilote, copilote, navigateur et l'ORV – sont nécessaires pour cette opération qui s'effectue soit en bout d'aile, soit à partir de la perche centrale rigide et rétractable, « le boom », située à l'arrière de l'avion. « Dans ce cas, je quitte l'écran de contrôle de la cabine pour rejoindre une trappe exigüe sous le Boeing. De là, je peux contrôler et guider la perche jusqu'au contact avec l'avion de chasse, explique le sergent-chef Hervé, ORV.

Des ravitailleurs polyvalents

Certains parlent de pièce maîtresse, d'autres de pivot clef. À n'en pas douter, le ravitailleur est un maillon essentiel à l'exécution de tout raid aérien. Il représente surtout un outil indispensable à la mission nucléaire confiée aux Forces aériennes stratégiques (FAS) dont il fait partie. Grâce à sa capacité d'emport de 90 tonnes, le Boeing C-135 peut fournir une allonge stratégique aux Mirage 2000 N et Rafale des FAS, mais aussi assurer leur soutien « transmissions » à longue distance, le dernier relais pour l'ordre final. Ce rôle de citerne volante, les C-135 le jouent pour tous les avions de combat français des unités conventionnelles, y compris ceux de l'aéronavale, les avions radars E-3F et les appareils des armées étrangères dans le cadre d'accords de défense et d'arrangements techniques comme le protocole Atares (*Air Transport, Air-to-Air Refueling and other Exchange of Services*, une bourse d'échanges

qui permet le troc de prestations de transport ou de ravitaillement en vol). Toutefois, cette unité de près de 150 personnes peut effectuer d'autres missions. Installé sur la base aérienne 125 d'Istres, le GRV et ses quatorze appareils sont amenés à réaliser du transport de fret et de personnels pour les opérations ou exercices d'envergure ainsi que des évacuations sanitaires de blessés graves grâce au kit Morphée (Module de réanimation pour patient à haute élévation d'évacuation). Cette installation, véritable service de réanimation volant, permet de transporter et de prodiguer des soins jusqu'à 12 personnes à la fois. Un C-135 est en alerte permanente : il peut se rendre en 24 heures sur un théâtre pour récupérer des blessés dont l'état de santé est stabilisé. Depuis 2008, cinq évacuations de ce type ont été déclenchées.

Impliqués partout et en permanence

L'unité réalise également ponctuellement des missions de service public. Lors de catastrophes naturelles, les C-135 peuvent convoier du personnel et du matériel de la sécurité civile, par exemple des équipes de sauvetage déblaiement qui rechercheront des personnes ensevelies après un séisme. « Enfin, on a tendance à l'oublier, mais nous assumons une autre responsabilité capitale : la formation et l'entraînement des équipages, ajoute le lieutenant-colonel Olivier Roquefeuill, commandant du GRV. Le Centre de formation des équipages ravitailleurs fait partie intégrante de l'unité. Tout au long de l'année, des instructeurs pilotes, des navigateurs et des mécaniciens y assurent les différents stages qui ponctuent la progression professionnelle du personnel. » Un devoir qu'il faut concilier avec les impératifs opérationnels. Du Gabon à la Bosnie en passant par l'Afghanistan, ces trente dernières années, le groupe de ravitaillement en vol est intervenu sur les principales zones de conflit. « En 2011, les missions en opérations extérieures ont représenté plus de 60 % de l'activité de l'unité. Entre le 17 mars et le 29 octobre de cette année, le GRV a réalisé 420 vols dans le cadre de l'opération Harmattan menée en Libye », précise le lieutenant-colonel Roquefeuill.

En avril, deux appareils et trois équipages étaient encore déployés à N'Djamena, au Tchad, pour contribuer aux opérations Serval (Mali), Sangaris (République centrafricaine) et au dispositif Épervier mis en place dans le pays à la demande de l'état tchadien. Infatigable septuagénaire, le Bretagne a fait de son adaptabilité un atout. Il est aujourd'hui impliqué en permanence dans la quasi-totalité des missions de l'armée de l'Air ■

09/04-10/04 MALI LE CEMA AUPRÈS DES MILITAIRES DE SERVAL

Au terme de la réunion des chefs d'état-major du « G5 Sahel » à Niamey, le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées (Cema), s'est rendu auprès des soldats français stationnés au Niger et au Mali dans le cadre de l'opération Serval. Au côté du général de division Foucaud, le Cema est allé à la rencontre de trois détachements engagés dans la lutte contre les groupes armés terroristes (GAT). Ses visites au détachement air de la base aérienne 101, à Niamey, puis aux militaires du groupement tactique



interarmes stationnés sur la plate-forme opérationnelle Désert de Gao, au Mali, et au détachement de liaison et d'appui opérationnel stationné à Assango lui ont permis de présenter l'évolution du dispositif de Serval dans la bande sahélo-saharienne. À chacun de ses déplacements, le

général a applaudi le succès de l'action de ces forces au Mali, qui sont parvenues à étouffer les attaques terroristes sur le territoire. Par ailleurs, il a rappelé que ces menaces conservent un caractère transfrontalier, expliquant l'intention de la France à s'engager dans une approche régionale de la lutte contre les GAT.

04/04 LIBAN JOURNÉE DE SENSIBILISATION SUR LE DANGER DES MINES

Les sapeurs de la Force Commander Reserve (FCR) ont animé une journée pour sensibiliser la population libanaise, en particulier les enfants, aux dangers des mines et des engins explosifs. À cette occasion, les sapeurs de la FCR, composés de soldats du 13^e régiment du génie de Valdahon et d'un marin du groupement de plongeurs démineurs de Cherbourg, ont expliqué grâce à des moyens ludiques les dangers des mines auxquels les enfants peuvent se retrouver confrontés dans leur pays. Cette journée a également permis aux soldats français et aux différents contingents de la force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) d'échanger et de partager leurs compétences. Cet événement s'inscrit dans le cadre de la journée internationale de la sensibilisation aux problèmes des mines et de l'assistance à la lutte antimines mandatée par l'ONU.



14/03 TCHAD LE GAAO INSTALLE LE FUTUR PC DES OPÉRATIONS SAHÉLO-SAHARIENNES



Une quarantaine de militaires du groupement aérien d'appui aux opérations (GAAO), basé à Bordeaux, est arrivée sur la base aérienne de N'Djamena, au Tchad. Ce GAAO a pour mission de préparer l'installation du futur poste de commandement unique des opérations

dans la bande sahélo-saharienne. À cette fin, le PC de Bamako (Mali) est transféré dans la ville tchadienne. Ces spécialistes du bâtiment et de l'infrastructure opérationnelle ont aménagé les structures logistiques et mis en place un abri avion, des bungalows et des tentes.

28/04 POLOGNE QUATRE RAFALE ENVOYÉS EN SOUTIEN À L'OTAN

En réponse à une requête faite par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), et avec l'accord des autorités polonaises, quatre avions Rafale de l'armée de l'Air en partance de la base aérienne de Saint-Dizier ont atterri à Malbork, dans le nord de la Pologne. Après avoir annoncé sa disponibilité pour assurer des missions de police de l'air et de surveillance des espaces aériens d'Europe orientale et baltique, la France a décidé d'engager des capacités aériennes supplémentaires en soutien à l'Otan. Ces avions chasseurs sont arrivés après le déploiement d'échelons précurseur et logistique les 24 et 26 avril derniers.

01/04 GOLFE DE GUINÉE LA FRÉGATE LA FAYETTE EN EXERCICE

La frégate légère furtive *La Fayette*, engagée au sein de l'opération Corymbe, a participé à l'exercice Nemo 14.2 avec l'objectif d'appuyer les marines togolaise et béninoise dans leur lutte contre les trafics et les actes de piraterie commis dans le golfe de Guinée. À bord du bâtiment français, les marins africains ont pu mettre en pratique les procédés nécessaires aux arrestations types. Cet exercice a également permis aux centres de commandement de Cotonou et de Lomé de collaborer en vue de futures opérations pour sécuriser la zone.

06/04 RCA VISITE DU GÉNÉRAL SORIANO À N'DÉLÉ



Commandant la force Sangaris, le général Soriano s'est rendu à N'Délé, ville située dans le nord de la République centrafricaine (RCA), pour accompagner les ministres de la Sécurité publique et de l'Aménagement du territoire ainsi que le

directeur de la gendarmerie nationale centrafricaine. Lors de cette visite, le général Soriano a rencontré les autorités locales de la ville. Des discussions se sont tenues sur l'action de la force Sangaris et des 2 000 militaires français qui sont engagés dans

l'opération dans le nord du pays et sur l'ensemble du territoire. Cette force vient appuyer les 6 500 soldats déployés au sein de la Mission internationale de sécurité en Centrafrique (Misca) depuis décembre 2013, veillant à faire appliquer les mesures de confiance ainsi qu'à rétablir la sécurité et la bonne entente des différentes communautés en RCA. Pour les responsables politiques et militaires centrafricains présents, cette première visite à N'Délé a été l'occasion de réaffirmer l'autorité de l'État et de son gouvernement à travers le pays.

22/03 GUYANE 217^e LANCEMENT ARIANE SOUS LA PROTECTION DES FAG

Dans le cadre de l'opération Titan, 300 militaires des forces armées en Guyane (FAG) ont sécurisé la mise en œuvre du 217^e lancement d'une fusée de type Ariane 5. Cette mission phare des FAG s'effectue en interarmées pour assurer la protection externe des installations du Centre spatial guyanais. Sur une zone inhospitalière de

près de 750 km², composée pour 80 % de forêt primaire et de marécages, l'action terrestre a principalement consisté en une mission de patrouille. Dans les airs, un dispositif particulier de sûreté aérienne a été activé. Enfin, en mer, les approches maritimes du plateau de lancement ont été protégées par des vaisseaux de la Marine nationale.



20/03 MALI LIVRAISON DE QUATRE PORTEURS POLYVALENTS LOGISTIQUES



Quatre nouveaux porteurs polyvalents logistiques (PPLOG) sont arrivés à l'aéroport de Bamako. Les PPLOG, camions blindés dotés d'un système autonome

de chargement, permettent d'assurer des missions de logistique comme le ravitaillement sur les théâtres d'opérations ou le transport de matériels pour l'appui à la mobilité.

**Patrick Bouhet, attaché principal d'administration au ministère de la Défense,
Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives**

La leçon de 1814 : gagner des batailles n'est pas gagner la guerre

L'étude des campagnes napoléoniennes a permis à Clausewitz de définir des doctrines militaires toujours d'actualité. C'est le cas pour le principe de la bataille décisive, trop longtemps mis en avant au détriment de la notion de centre de gravité elle aussi définie par le grand théoricien.

La victoire militaire, surtout tactique, n'est pas synonyme de guerre gagnée. Loin s'en faut. Or, il y a deux cents ans, Napoléon I^{er} a livré sur le territoire français une campagne contre la quasi-totalité des puissances européennes qui peut constituer un matériau d'étude rétrospective utile s'agissant de deux concepts que bon nombre de décideurs, militaires mais aussi civils, ont souvent eu à l'esprit : la recherche de la bataille décisive et la notion de centre de gravité adverse.

Napoléon, après avoir perdu en 1812 en Russie une première armée, en a reconstruit une nouvelle qui est battue en Allemagne l'année suivante. Le 7 novembre 1813, il repasse le Rhin

avec une force désorganisée et minée par les maladies. Le temps qui lui a permis de reconstituer ses forces pendant l'hiver 1813 ne lui est plus laissé en 1814. Ayant perçu les signes de la désagrégation de l'Empire, dont les populations, notamment belges et hollandaises, ne supportent plus le joug, et le souhait de paix de plus en plus partagé par les Français, les coalisés passent à l'offensive dès décembre 1813.

De janvier à mars 1814 se développent alors des opérations qui opposent les forces françaises, en infériorité numérique, aux armées russes, prussiennes, autrichiennes, anglaises, espagnoles et autres, sur un front qui s'étend du Sud-Ouest en passant par la région lyonnaise et même l'Italie pour finir

sur les frontières du nord de la France. Les principales interventions ont lieu à l'est, où s'affrontent les corps commandés par Napoléon en personne à ceux de Blücher et de Schwarzenberg, accompagnés par les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse. Pour la première fois depuis 1793, le territoire français est le lieu principal des combats.

Préciser les buts de guerre

Ces opérations ne mettent pas fin aux tractations diplomatiques. Mais les buts de guerre de chaque belligérant ne sont pas forcément clairs, y compris entre alliés. À grands traits, Napoléon dit vouloir conserver les « frontières naturelles » de la France qui n'ont jamais été strictement définies mais comprennent la Belgique et Anvers. Il s'agit pour lui de maintenir les frontières là où il a juré de les garder lors de son serment du sacre. Ce que l'Angleterre, en particulier, n'accepte pas. Les coalisés, après maints atermoiements, s'accordent sur la nécessaire chute de Napoléon I^{er} et le retour de la France dans ses frontières de 1792, c'est-à-dire d'avant les conquêtes de la Révolution et de l'Empire.

Seulement, la volonté de chacun des belligérants de poursuivre la guerre ou de faire la paix évolue au gré des opérations militaires. La manœuvre décisive a lieu lorsque les coalisés, le 23 mars, se dirigent résolument sur Paris qui, après une journée de combat, capitule le 31 mars.



© PHOTO 12

Gravure de la bataille de Montereau (Seine-et-Marne), gagnée sur les Autrichiens le 18 février 1814.



En avril 2014, à Tinquex (Marne), reconstitution de la bataille de Reims qui vit la défaite des troupes russes et prussiennes le 13 mars 1814.

Dès lors, après la nomination d'un gouvernement provisoire le 1^{er} avril et la déchéance de Napoléon prononcée par le Sénat et le Corps législatif, il ne reste plus à l'Empereur qu'à abdiquer et à déclarer, le 6, renoncer au trône pour lui et sa famille.

Cependant, Napoléon n'a pas été irrémédiablement vaincu sur un champ de bataille, au point qu'il croit pouvoir poursuivre les opérations après la chute de la capitale. Les guerres napoléoniennes semblaient pourtant être dominées par le concept de bataille décisive sur la base d'une lecture trop rapide des deux principaux exégètes de l'Empereur : Jomini et surtout Clausewitz.

En fait, aucun des deux adversaires n'a limité son action à la recherche d'une intervention sur un point unique qui détruirait la principale armée adverse. Les coalisés, conscients de la fragilité du pouvoir impérial, visent Paris, centre politique et administratif. En perdant Paris, Napoléon devait perdre sa couronne. S'il s'interposait, les coalisés étaient sûrs que leur supériorité numérique finirait par jouer. Napoléon, quant à lui, cherche à détruire des fractions des armées adverses les unes après les autres. Il ne sait que trop bien qu'il est trop faible pour accepter une bataille générale. Par une série de victoires par-

tielles, il espère diminuer le différentiel entre les forces, agir surtout sur la solidité de la coalition et, peut-être, obtenir de la diviser comme il a déjà réussi à le faire les années précédentes. L'objectif est d'atteindre la volonté de l'adversaire plus que ses capacités matérielles. D'ailleurs, lorsque les coalisés reprennent leur marche sur Paris, il ne s'interpose pas, mais il essaie d'agir sur leurs lignes de communication, pour provoquer l'inquiétude et stopper leur offensive.

Atteindre un objectif politique

La mémoire nationale a gardé l'image des victoires éclatantes de février 1814 (Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps...) contre un ennemi bien plus puissant, puis celle de la défaite causée surtout par la défaillance, voire la trahison, de proches de l'Empereur. Répondre à la question de savoir si Napoléon pouvait encore conclure la paix ou gagner cette guerre remplit des volumes entiers. En revanche, il apparaît clairement que Napoléon, à bout de ressources, cherchait avant tout une solution politique, et pas simplement une victoire totale inaccessible. Seulement, le but des coalisés étant de prendre Paris, objectif de nature politique, et non de détruire

l'armée de Napoléon, objectif de nature militaire, ils parviennent à atteindre leur but politique. Cela démontre que, si l'on a retenu de Clausewitz le principe de la bataille décisive, on a trop souvent oublié celui du centre de gravité qu'il a aussi développé.

La finalité de la guerre est d'atteindre un but politique, et non de gagner des batailles ou de mener de brillantes opérations. Les Français en Algérie et les Américains au Vietnam ont gagné, ou a minima n'ont pas été vaincus, sur le plan militaire, ce qui ne les a pas empêchés de perdre ces deux guerres. Les Autrichiens des guerres de la Révolution comme les Allemands lors de la Seconde Guerre mondiale sur le front de l'Est ne comprenaient pas pourquoi, en gagnant tant de combats, ils perdaient tant de batailles. Simplement parce qu'ils avaient subordonné les champs stratégique et opératif au niveau tactique. Et c'est en grande partie à une mauvaise analyse des guerres napoléoniennes, et des théories et doctrines qui en sont issues, que l'on doit ces erreurs d'appréciation qui, bien au-delà d'une simple question intéressant les historiens, doivent aussi conduire la réflexion des politiques et des militaires sur leur action du temps présent. ■

Corriger les défaillances de Louvois

Les dysfonctionnements du logiciel de paiement de la solde des militaires sont aujourd'hui mieux pris en compte. En première ligne, le Service ministériel opérateur des droits individuels et le Centre de maintenance informatique corrigent les anomalies et fiabilisent le système. Un travail de longue haleine...

Grade, ancienneté, situation familiale, affectation, primes de qualification, opex... Autant d'éléments qui ont un impact sur le montant de la solde que chaque militaire touche. Les dysfonctionnements causés par le logiciel de paie Louvois ont mis au grand jour la complexité du traitement informatique de cette variable qui doit être calculée au plus juste et transférée pour que le 26 du mois, au plus tard, la rémunération mensuelle soit versée au militaire. Les données de solde suivent un processus bien défini : d'abord saisies par les organismes d'administration des unités ou les services d'administration du personnel des groupements de soutien de base de défense dans les systèmes d'information ressources humaines de chaque armée, elles sont transmises au logiciel Louvois. Celui-ci remplit une triple fonction : déterminer les sommes exactes à verser aux administrés, calculer celles qui doivent être reversées à toutes les

caisses et organismes sociaux (part employeur et part agent) et enfin, établir les montants imposables qui seront déclarés aux services fiscaux. Or, avec près de 200 000 militaires soldés par Louvois, 400 000 modifications de dossier à prendre en compte chaque mois et 1 milliard d'euros versés sur les comptes bancaires des administrés et les caisses de cotisations, un pilotage précis des flux de données est nécessaire. C'est là l'une des missions du Service ministériel opérateur des droits individuels (Smodi), basé à Rambouillet, dans les Yvelines, qui dépend du Service du commissariat des armées.

Nouvelle version chaque mois

Le Smodi intervient à trois niveaux. En amont, il participe à la conception des versions de Louvois installées chaque mois, ce qui consiste concrètement à traduire en termes techniques les évolutions réglementaires ou les corrections à apporter à des anomalies constatées. Pendant le transfert de

données entre les systèmes d'information des armées et Louvois, il pilote les volumes de flux et s'assure du bon déroulement par étapes du processus. En effet, les informations ne peuvent pas être échangées n'importe quand et les transferts de données entre systèmes doivent être suivis au jour le jour pour ne pas risquer un engorgement. Enfin, en aval, et en liaison avec les centres experts de la solde des armées et des services, le Smodi coordonne l'activité des organismes qui concourent à la production de la solde : le Centre interarmées de la solde (Cias), qui détient la trésorerie qui sera versée sur le compte des administrés; le Service exécutant de la solde unique, à Metz, responsable du paiement des cotisations employeur de l'État aux différentes caisses (retraites, Urssaf, etc.) et de l'imputation des dépenses de solde réalisées par le Cias sur les budgets de rémunération des armées; l'Établissement d'impression, de diffusion et d'archivage des armées, à Saint-Étienne, qui assure l'édition et l'envoi des bulletins de solde.

Au plus fort de la crise Louvois, le Smodi s'est retrouvé en première ligne et a vu ses attributions croître pour répondre aux problèmes des administrés touchés par les dysfonctionnements du logiciel. Un service de hotline a été mis en place en son sein avec la création de la cellule Solde assistance (voir encadré) qui a pour mission de centraliser les appels de tous ceux qui ont constaté une erreur de paiement, en vue d'une meilleure prise en compte des corrections à

La complexité du calcul de la solde

- 440 rubriques de solde
- Près de 5 millions de modifications de dossiers d'administrés par an
- 176 primes et indemnités différentes
- 400 règles d'interfaces avec les différents systèmes d'information RH
- Près de 15 caisses et services destinataires de cotisations et/ou de déclarations sociales et/ou fiscales
- Chaque armée dispose de son propre système : Concerto pour l'armée de Terre, Rh@psodie pour la Marine nationale, Ahrmonie pour le Service de santé des armées, Orchestra pour l'armée de l'Air (non raccordé à Louvois).



G. GESQUIERE © ARMÉE DE TERRE

Un centre expert de la solde. En liaison avec ces derniers, le Service ministériel opérateur des droits individuels coordonne en aval l'activité des différents organismes intervenant dans la production de la solde.

effectuer sur le calculateur ainsi que dans les dossiers administratifs. Partenaire essentiel du Smodi, le Centre de maintenance informatique de la solde (CMIS), organisme intégré au centre de compétences du Service ministériel des systèmes d'information de fonctionnement RH, basé à Tours (Indre-et-Loire), est responsable des modifications techniques à apporter au programme Louvois selon les spécifications transmises par le Smodi. Car, de même qu'il faut mettre

à jour régulièrement ses logiciels sur son propre ordinateur, le CMIS livrera chaque mois une nouvelle version de Louvois. Des équipes de développeurs informatiques travaillent en permanence à la production de nouvelles versions du calculateur, prenant en compte les corrections ou les évolutions réglementaires. À ce jour, plus de 6500 corrections et évolutions ont déjà été mises en œuvre à travers une quarantaine de versions majeures installées depuis le raccor-

dement. Un travail titanesque dont le chantier n'est pas encore fini puisque 1 600 erreurs et évolutions restent à prendre en compte.

Nombreux problèmes pris en compte

Avec les défaillances du logiciel, le Smodi et le CMIS se sont vus dans l'obligation de fiabiliser le système, de le piloter et de le maintenir en permanence. Un travail de longue haleine, mais dont les efforts commencent à porter leurs fruits : aujourd'hui, les statistiques d'appels à Solde assistance montrent que de nombreux problèmes ont été pris en compte ou le sont de plus en plus rapidement. Certes la crise perdure, mais elle se révèle mieux contrôlée. Les acteurs ont appris à maîtriser plus intimement les systèmes d'informations de la solde et leurs interactions. ■

La cellule Solde assistance toujours sur le pont

- 80 000 appels reçus depuis sa création
- 20 000 dossiers ouverts
- 23 personnes 5 jours sur 7, de 8 heures à 20 heures au 0 800 00 69 50
- Par mail 7 jours sur 7 : solde.assistance.fct@intradef.gouv.fr
- Une équipe de fiscalistes qui a réalisé 15 tournées dans 33 bases de défense et a accordé près de 700 entretiens individuels.

Laetitia Perier

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

HAD, un Tigre encore plus puissant

La version hélicoptère appui destruction (HAD) du Tigre, présentée à Eurosatory en juin, possède une motorisation et une capacité de destruction supérieures à la version appui protection. Sa capacité opérationnelle sera validée cet été et 16 exemplaires HAD seront livrés dans les prochaines années.

Parmi les vedettes présentes sur le stand du ministère de la Défense au salon Eurosatory figurera le Tigre dans sa version hélicoptère d'appui destruction (HAD).

Avec sa silhouette ultramoderne, le Tigre est un hélicoptère de combat de nouvelle génération. Développé et construit par Eurocopter, (devenu Airbus Helicopters depuis janvier), le programme Tigre est mené en coopération depuis l'origine par la France et l'Allemagne, rejoints en 2004 par l'Espagne. Cet aéronef permet d'assurer, à proximité immédiate des forces terrestres, des missions d'appui feu, d'attaque au sol, de reconnaissance et de protection contre la menace aérienne. Il est également conçu pour être utilisé en dehors de toute infrastructure lourde, sa maintenance pouvant être assurée au plus près des combats.

Depuis 2005, 39 Tigre version appui protection (HAP) ont été mis en service au sein de l'aviation légère de l'armée de Terre. Ces appareils ont ainsi eu l'occasion de faire leurs preuves en Afghanistan, pendant l'opération Harmattan en Libye et plus récemment au Mali.

La version HAD bénéficie de nombreuses améliorations. Ses turbomoteurs MTR390 (step 1,5) lui offrent 14 % de puissance supplémentaire au décollage. Avec cette nouvelle motorisation, il peut faire face à l'augmentation de la masse maximale durant cette phase, qui passe de 6,1 à 6,6 tonnes.

Le Tigre HAD possède une capacité supérieure de destruction. Il conserve les mêmes munitions que la version HAP : le missile air-air Mistral, un canon de 30 mm, et des roquettes de 68 mm.



P. HILAIRE/ARMÉE DE TERRE

Le 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat a reçu les deux premiers exemplaires du Tigre HAD fin 2013.

Cependant, la nouveauté est qu'il est doté de missiles américains air-sol Hellfire II à guidage laser d'une portée de 8 kilomètres. Ce missile lui apporte une capacité antichar que ne possédait pas sa version antérieure.

Nouveaux systèmes

En HAD, l'hélicoptère d'attaque bénéficie également d'une protection balistique améliorée et de nouveaux systèmes : visée optronique, guerre électronique évoluée et interrogation ami-ennemi.

Des améliorations ont également été apportées au casque Topowl. La symbologie de pilotage complète est dorénavant projetée à l'intérieur de la visière. Celle-ci fait office d'écran de projection où apparaissent les paramètres du vol, l'état des équipements et notamment des armes. Le pilote peut également accéder à une vision nocturne en visua-

lisant les images fournies par des intensificateurs de lumière, ce qui, en superposition à la symbologie de pilotage, lui apporte un confort supplémentaire : il n'a plus à regarder trop longtemps les instruments de vol du cockpit puisqu'il reçoit en continu les informations dans le casque. La sécurité de l'équipage s'en trouve fortement renforcée.

La loi de programmation militaire 2014-2019 prévoit la livraison de seize Tigre version HAD pour les prochaines années.

Les deux premiers exemplaires ont été livrés au 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat, à Phalsbourg, en Moselle, en décembre dernier. Sa première capacité opérationnelle devrait être validée cet été. Le Tigre HAD devrait ensuite être déployé au Mali en octobre prochain, avant une mise en service opérationnelle à l'été 2015. ■

Carine Bobbera

Neuron

Un laboratoire pour l'aviation de combat

Le démonstrateur Neuron a été imaginé et développé afin d'expérimenter les technologies qui seront utilisées pour produire les drones et les avions de combat de demain. Il est le fruit de la collaboration étroite entre la DGA et Dassault Aviation, en coopération avec plusieurs partenaires européens.



K. TOKUNAGA@DASSAULT AVIATION

Première mondiale : le 20 mars, Dassault Aviation faisait voler le Neuron en patrouille avec un Rafale et un Falcon 7X au-dessus de la Méditerranée.

Il mesure dix mètres de long, possède une envergure de douze mètres et peut peser plus de sept tonnes une fois ses soutes d'armement chargées. Sa taille est celle d'un Mirage 2000, et pourtant sa signature radar correspond à celle d'une mouche ! Baptisé Neuron, ce drone furtif participe au développement ultérieur d'un chasseur de nouvelle génération grâce aux technologies qu'il permet d'expérimenter et de développer. Lancé par le gouvernement français en 2003, ce programme – dont le pilotage a été confié à la Direction générale de l'armement (DGA) et la maîtrise d'œuvre à Dassault Aviation – contribuera significativement aux études de conception des avions d'armes de la prochaine génération. Défi du secteur de la défense, Neuron (prononcez « neurone ») illustre la volonté de la France de rester un acteur de premier ordre dans l'édification de la défense de demain. « *Le Neuron n'a pas vocation à effectuer des missions militaires*, indique Benoît Dussaugey, directeur général international de Dassault Aviation. *Il s'agit d'un démonstrateur servant à tester et à développer les technologies de demain qui pourraient servir pour de futurs modèles de drones de combat ou pour des avions de combat classiques.* » En ce sens, le projet concentre des technologies dites de rupture, c'est-à-dire des technologies innovantes majeures pour préparer l'avenir et développer des savoir-faire industriels clés.

Autonomie et furtivité

Pour mener à bien ce programme, il a fallu relever plus d'un défi. Technologique d'abord : le Neuron gère de manière autonome toutes les phases de vol ainsi que les situations dégradées, c'est-à-dire les détections de panne ou le retour du drone à la base en mode « *return to base* » en cas de rupture liaison. Le plan de vol est préprogrammé mais, au sol, le pilote peut reprendre la main et reprogrammer la mission à tout instant depuis la station de contrôle. Il donne les consignes de haut niveau (route, vitesse, altitude) et des ordres d'urgence. « *Le défi est de mettre au point un système de communication qui soit sécurisé et sur lequel personne ne puisse prendre le contrôle* », précise le manager de Dassault Aviation.

Neuron a également considérablement amélioré les connaissances sur la discrétion des aéronefs. Pour atteindre ces performances, les ingénieurs ont notamment travaillé sur les matériaux et sur la forme. Principales actions : limiter les surfaces susceptibles de renvoyer les ondes radar. « *Nous avons dû par exemple supprimer la dérive qui, vue en travers d'un radar, est un réflecteur*, poursuit Benoît Dussaugey. *Il a donc fallu développer un système permettant de rendre cet avion pilotable sans sa dérive.* » La place de l'armement n'a pas non plus été laissée au hasard : il est embarqué dans une soute interne avec un système de largage spécifique. L'absence de protubérance, c'est-à-dire d'éléments qui dépassent sur la surface de l'aéronef, a entraîné de nombreux développements technologiques : les antennes sont essentiellement internes et ne ressortent presque pas à l'extérieur, il n'y a pas de sondes anémométriques comme sur les aéronefs classiques. Tous les paramètres étant calculés à l'aide de prises de pressions sur la paroi. Le capteur optique n'est pas emporté dans un pod à l'extérieur, comme le pod Damoclès par exemple, mais

il est interne et derrière une vitre. De plus, le réacteur n'est pas directement visible par les ondes radar grâce à un conduit courbé dans l'entrée d'air, ce qui a représenté un grand défi aérodynamique. « *Les ingénieurs et techniciens du site DGA-Maîtrise de l'information de Bruz ont pu mesurer la furtivité de l'engin pendant plusieurs mois, l'année dernière, dans le hall Solange*, explique Loïc Astier-Perret, manager du projet à la DGA. *Cette chambre de mesure est un dispositif étatique unique en Europe.* » Pour ne pas être détecté, l'aéronef doit en effet demeurer en dessous des seuils de détection des radars réglés de façon à ne pas déceler les vols d'oiseaux. De la même manière, la tuyère de l'avion a été travaillée pour minimiser la détection par des capteurs infrarouges.

Un défi européen

L'autre défi est industriel et politique. Projet aéronautique européen de recherche notifié à Dassault Aviation par la DGA en 2006, le programme est mené pour partie en coopération avec des pays partenaires, fédérant ainsi leurs compétences et savoir-faire. Dassault Aviation, en tant que maître d'œuvre du projet, est responsable de la conception générale et de l'architecture du système, des commandes de vol de la plupart des éléments de furtivité, de l'assemblage final, de l'intégration des systèmes ainsi que des essais. L'avionneur partage la charge de travail avec le Suédois Saab, qui fournit le fuselage principal équipé ; l'Italien Alenia, le capteur optronique et les trappes de soute à armement ; l'Espagnol Airbus Military, les voilures et la station sol ; le Grec HAI, le fuselage arrière et la tuyère ; et le Suisse Ruag, l'interface armement. Soit un investissement d'environ 400 millions d'euros, supporté pour moitié par la France, qui finance le projet grâce au budget des études amont du ministère de la Défense. Au total, 300 personnes sont impliquées dans le programme. « *Il s'agit du premier démonstrateur technologique de drone de combat de grande taille à être développé et à voler en Europe*, se réjouit Loïc Astier-Perret. *Il anticipe les travaux du Scaf, le système de combat aérien du futur, et préfigure l'aviation de combat de 2030, celle qui succédera aux avions de chasse européens actuels.* » Le défi technologique est loin de s'arrêter puisque les jalons d'un projet de démonstrateur franco-britannique sont déjà posés entre Paris et Londres. Jean-Yves Le Drian a signé le 31 janvier une lettre d'intention pour le lancement d'une nouvelle phase de travaux dans le domaine des drones de combat, financée à hauteur de 145 millions d'euros par chacune des deux nations.

Avec Neuron, de nouveaux horizons s'ouvrent pour l'aéronautique européenne. Après ses deux premiers vols effectués en décembre 2012 à Istres, il compte aujourd'hui à son actif une quarantaine de vols et les essais vont se poursuivre avec, notamment, la validation d'objectifs comme l'ouverture d'un domaine de vol ou le tir armement air-sol à partir d'une soute interne. « *Cet aéronef étant un modèle unique, chacun de ses vols représente une gageure !* fait remarquer Benoît Dussaugey. *La campagne va se poursuivre à Istres, puis en Suède et en Italie. Le programme d'essai devrait se terminer dans un an et demi et nous aurons enregistré et mesuré toutes les données utiles pour préparer sereinement l'avenir.* » ■

Éléonore Krempff

**Général d'armée Didier Bolelli, inspecteur général des armées
Contrôleur général des armées Brigitte Debernardy**

« Les victimes ne seront plus seules face au drame du harcèlement »

Agressions, gestes ou mots déplacés... Jean-Yves Le Drian avait demandé en mars au général Bolelli et au CGA Debernardy de dresser un état des lieux sur le harcèlement dans la Défense. Après une enquête auprès de 300 femmes, ils ont remis au ministre leur rapport accompagné d'un plan d'action en dix mesures.

Quel était le cadre de votre mandat ?

Général Didier Bolelli : Dans le cadre de la politique gouvernementale, et suite à un certain nombre de publications, le ministre de la Défense nous a confié un mandat, le 6 mars dernier, qui a pour but de réaliser un bilan sur les situations de harcèlement, de discrimination et de violences sexuelles dans les armées et la Défense.

Le mandat prescrivait en particulier de présenter et de commenter les suites professionnelles, disciplinaires et judiciaires des cas déclarés ; d'analyser l'environnement spécifique des organismes les plus touchés ; d'explorer la question de la qualification et de l'appréciation des actes à travers un référentiel ; de proposer des moyens permettant d'améliorer la remontée d'informations sur ces sujets et d'en assurer un suivi fiable.

Quel constat avez-vous pu établir ?

CGA Brigitte Debernardy : L'existence de cas de harcèlement, d'agression et de violence à caractère sexuel ou sexiste au sein du ministère de la Défense est une réalité. La plupart, notamment les cas les plus graves, remontent par les procédures réglementaires, en particulier par celle des Evengrave. Mais certains restent traités au seul niveau local. Or cette remontée, qui contribue à la transparence, garantit aussi un traitement convenable car les cabinets des chefs d'état-major ont mis en place une expertise juridique adaptée.

Les atteintes sexuelles ont souvent lieu dans la soirée, dans les locaux d'hébergement, et l'alcool joue parfois un rôle en désinhibant les comportements. Les services de permanence ne semblent pas toujours disposer des moyens ou l'autorité nécessaires pour intervenir avec efficacité. On note, dans ces cas-là, que la plupart des victimes sont des militaires du rang.

Il existe d'autres comportements prohibés qui sont plus largement répandus dans l'ensemble du ministère et qui concernent toutes les catégories de personnel, civil ou militaire : ce sont les allusions sexuelles ou sexistes, les gestes ou les mots déplacés qui ne constituent pas une agression, mais créent une situation intimidante, hostile ou offensante, et portent atteinte à la dignité de la personne. Les témoignages des quelque 300 femmes que nous avons rencontrées montrent la fréquence de ces comportements. Ceux-ci sont plus ou moins oppressants, mais ils sont toujours passibles du Code pénal, il me paraît important de le souligner, y compris lorsqu'ils ont lieu dans le cadre d'activités prétendument de tradition. Je dis « prétendument », car le fait d'humilier une personne, femme ou homme, ne me paraît pas faire partie des vraies traditions des armées.

Les dix mesures du plan d'action contre les harcèlements, violences et discriminations

- | | |
|--|---|
| ① Accompagner les victimes | ⑤ Organiser la mixité dans les infrastructures |
| ② Mettre en place une cellule spécialisée de vigilance et d'accompagnement « Thémis » (via Écoute Défense) | ⑥ Mettre fin aux discriminations dans les écoles militaires |
| ③ Inscrire le harcèlement dans le code de la défense et le code du soldat | ⑦ Communiquer |
| ④ Former, sensibiliser et accompagner | ⑧ Harmoniser la remontée d'information |
| | ⑨ Produire des statistiques |
| | ⑩ Clarifier la politique |



A. KARAGHEZIAN@ECPAD

Le 15 avril, à l'École militaire, à Paris, le général Bolelli et le contrôleur général des armées Debernardy ont remis au ministre de la Défense leur rapport « Égalité femmes-hommes et prévention des risques de harcèlement sexuel et moral dans les armées ».

Quelles améliorations peuvent être apportées ?

CGA Brigitte Debernardy : Nous estimons essentiel que les faits soient mis au jour et systématiquement dénoncés. Soit par les victimes, qu'il faut mieux informer de leurs droits et des canaux de remontée qui existent – ou qui vont exister avec la création de la cellule Thémis décidée par le Ministre –, soit par le commandement local qui doit être aidé, notamment au plan juridique, pour traiter ces douloureux sujets.

Nous pensons aussi qu'il est important que le commandement et le personnel soient sensibilisés au fait que les hébergements dans tous les établissements de la Défense ne sont pas des logements privés. Ce sont des lieux qui sont placés sous la responsabilité de l'autorité militaire : celle-ci doit respecter la vie privée des occupants, mais aussi y assurer la sécurité de tous. La mixité est un succès dans son ensemble, elle n'a cependant pas été suffisamment réfléchie et prise en compte dans toutes ses implications, notamment en matière d'infrastructure. Il nous paraît raisonnable que les chambres ne soient pas mixtes, qu'elles ferment à clé, que les douches aient des portes ou que leur accès soit organisé, etc.

Autre point majeur : des actions d'éducation doivent être entreprises. L'expérience de certaines écoles montre cependant la difficulté de la tâche et la persévérance qu'il convient d'avoir. La féminisation de l'encadrement supérieur des écoles et la nomination d'officiers féminins chefs de promotion peuvent être des solutions que nous préconisons activement.

Concrètement, quelles sont les recommandations que vous préconisez ?

CGA Brigitte Debernardy : En plus des actions d'information du personnel et d'aide au commandement que nous avons déjà évoquées, la création de la cellule Thémis répond à une attente qu'il ne faut pas, maintenant, décevoir. De même, l'inscription dans le statut général des militaires de la prohibition du harcèlement, moral ou sexuel, à l'instar de ce qui a été fait pour les fonctionnaires, était espérée par un grand nombre des personnes que nous avons rencontrées. Cette décision du ministre est la reconnaissance solennelle que de tels faits ne seront pas tolérés. C'est pourquoi nous insistons aussi sur la nécessité d'une démarche disciplinaire, indispensable dans ce genre d'affaire, qui soit plus visible et plus réactive. Enfin, il faut souligner que l'accompagnement des victimes est très important. C'est une priorité. Les victimes ne doivent pas se retrouver seules face au drame qu'elles vivent. Ces personnes doivent être accompagnées tout le temps où elles sont vulnérables, jusqu'à leur reconstruction. ■

Propos recueillis par Camille Martin



Scannez le QR code
pour en savoir plus
sur le plan d'action



LE TIGRE ET LE CAÏMAN PRENNENT LE LARGE

Des hélicoptères Tigre HAD et NH 90 TTH Caïman ont participé en avril à une campagne de navalisation sur le bâtiment de projection et de commandement *Tonnerre*. Objectif : évaluer le comportement en mer de ces aéronefs de l'armée de Terre et entraîner les équipages dans un environnement maritime.



Caïman et Tigre de l'aviation légère de l'armée de Terre sont parés au décollage sur le pont d'envol du *Tonnerre*.

S. DZIOBA@MARINE NATIONALE



S. DZIOBA@MARINE NATIONALE

Un NH90 Caïman vient de décoller du bâtiment de projection et de commandement. Un mécanicien navigant s'est posté à la porte de l'appareil.

Les lumières du pont d'envol du bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Tonnerre* brillent dans la nuit noire. Au loin, le bruit sourd d'un hélicoptère se fait entendre. Les leds vertes situées au bout de ses pales forment un halo au-dessus de l'aéronef, lui donnant l'allure d'une machine de science-fiction. L'hélicoptère de manœuvre et d'assaut de nouvelle génération, le NH90 TTH Caïman, se présente pour atterrir.

Cet appareil ainsi que deux autres Caïman et un Tigre HAD (version appui destruction) participent à une campagne de navalisation des hélicoptères de nouvelle génération de l'armée de Terre sur le BPC. Objectif : évaluer le comportement de ces aéronefs de l'armée de Terre de dernière génération dans un environnement maritime. Le groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de Terre (Gamstat) supervise l'ensemble de cette campagne. « Nous sommes au début de la vie de ces deux aéronefs, explique le lieutenant-colonel Frédéric Tortel, chef du détachement de l'aviation légère de l'armée de Terre (Alat). Le 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat (1^{er} RHC) a reçu ses premiers Caïman et Tigre en décembre 2013. Tous les domaines d'utilisation ne sont pas encore ouverts. Au

Gamstat, nous sommes encore en phase d'expérimentation technico-opérationnelle. »

Cette campagne s'est articulée en deux grandes phases : une première partie était réservée aux essais et à l'extension des domaines d'homologation du Tigre et du Caïman à bord du *Tonnerre*. Le Gamstat a travaillé en étroite collaboration avec la DGA-Essais en vol et le Centre d'expérimentations pratiques et de réception de l'aéronautique navale d'Hyères. La seconde phase consistait à effectuer un transfert de compétence entre le Gamstat et le 1^{er} RHC pour qualifier et entraîner les équipages (pilote, commandant de bord et mécanicien) de ces nouvelles machines au milieu maritime.

Des dizaines d'appontages en une semaine

Au cours de cette semaine, les pilotes ont ainsi réalisé des dizaines d'appontages. L'hélicoptère décolle, réalise une boucle à proximité du bâtiment et revient se poser sur le pont d'envol, simulant différents cas de figure (panne moteur, problème radio). Une fois par an, les équipages opérationnels doivent s'entraîner avec des bâtiments de la Marine. « Cette campagne consiste à transposer les qualifications que nous possédons déjà sur le *Puma*, sur *Caïman*, explique le capitaine Jérôme Vigier, commandant de l'escadrille ■■■

Un NH 90 Caïman s'est déjà posé.
Deux autres sont en cours d'appontage.



S. DZIOBA/MARINE NATIONALE

■ ■ ■ Caïman du 1^{er} RHC. L'appontage n'est pas une manœuvre anodine, en particulier la nuit. Les seuls repères visuels sont alors les éclairages des feux de contour du pont ainsi que les bâtons lumineux des chiens jaunes. »

Environnement instable et espace réduit

De leur côté les mécaniciens et les maintenanciers de l'armée de Terre se sont également exercés à valider leurs procédures à bord du BPC. « Sur un bateau, nous perdons de l'autonomie. Les contraintes de sécurité de la Marine sont beaucoup plus exigeantes que sur une base. Nous sommes dans un environnement instable et devons travailler dans un espace très réduit. Dès qu'il s'agit de réaliser une activité de maintenance, comme une mise sur vérin ou une dépose de moteur, nous devons systématiquement demander l'autorisation du pacha », explique le commandant Fabrice Bindner, responsable de la maintenance au Gamstat. À bord, ces techniciens sont énormément mis à contribution, effectuant des tâches qu'ils ne réalisent que très rarement à terre, tel que le roulage des appareils sur le pont, le dépliage et le pliage des pales... « Ces gestes paraissent très simples, ils nécessitent cependant beaucoup de temps sur un bateau, poursuit le commandant Bindner. Ces opérations ne sont pas complexes, mais, mal exécutées, elles peuvent avoir des conséquences importantes sur l'aéronef. Ces gestes qui nécessitent cinq personnes en régiment peuvent occuper

une quinzaine d'intervenants sur un navire. Aussi, les marins nous aident activement dans ces manœuvres. »

Le temps de cette campagne de navalisation, l'équipage du bâtiment s'est félicité d'avoir accueilli ces appareils de nouvelle génération. Les hélicoptères de l'Alat sont présents sur les bâtiments de la Marine nationale depuis de nombreuses années, que ce soit pour des opérations ou des entraînements. « En 24 heures, l'Alat est capable d'être projetée grâce à la Marine à plus de 1000 kilomètres de la France. Dernièrement, l'opération Harmattan a bien démontré tout l'intérêt de cette coopération interarmées, relève le commandant du Tonnerre, le capitaine de vaisseau François Majoufre. Accueillir pour la première fois les Caïman TTH de l'armée de Terre nous permet de préparer les campagnes de raid automobile, de transport opérationnel ou encore d'évacuation de ressortissants qui peuvent se produire dans l'avenir. » Leur présence a permis à l'équipage du BPC de se familiariser avec ces hélicoptères. « Nous profitons de leur venue pour affiner nos procédures afin d'être efficaces dans un cadre opérationnel. Le NH90 est l'hélicoptère lourd de l'avenir. Le BPC est la plate-forme idéale pour l'accueillir ! » Tigre HAD et Caïman devraient terminer leurs phases d'expérimentations et de validation de leur emploi tactique opérationnel à l'été 2014. Leur mise en service opérationnelle devrait intervenir à l'été 2015 pour le Tigre HAD et en 2016 pour le Caïman. ■

Carine Bobbera

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



G. MARTEL © ARMÉE DE L'AIR

Général de corps aérien Patrick Charaix, commandant les Forces aériennes stratégiques

*« Dans le monde des Forces aériennes stratégiques,
tout ce qui n'est pas écrit est interdit »*

Les Forces aériennes stratégiques (FAS) ont fêté leurs 50 ans le 14 janvier. Nées de la volonté du général de Gaulle, elles sont la composante aérienne de la dissuasion nucléaire française. Leur commandant, le général Patrick Charaix, retrace l'histoire de ces forces et présente les contours de leur avenir.

Quel regard portez-vous sur l'évolution des Forces aériennes stratégiques durant ces cinq décennies?

Ce qui me semble le plus marquant, ce sont les prouesses technologiques réalisées par les hommes et les femmes engagés dans cette aventure. Construire un bombardier tel que le Mirage IV a représenté un véritable défi pour Dassault, tout comme l'était la conception de la première bombe par le Commissariat à l'énergie atomique. Nous avons développé de réelles compétences dans le domaine du ravitaillement en vol, de la guerre électronique ou du suivi de terrain basse altitude et demain, nous allons aller plus loin avec le MRTT (*Multi Role Tanker Transport*, avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport) ou encore avec des missiles hypersoniques (Mach 5 à 8). La dissuasion a toujours tiré vers le haut de nombreuses technologies de pointe qui se sont ensuite essentiellement développées au sein de nos entreprises nationales. Je suis aussi impressionné par la foi du personnel, celle des 1350 personnes qui servent dans ce commandement. Notre mission est tournée vers le jour J qui, par définition, n'arrivera jamais : c'est le rôle de la dissuasion.

Pour la remplir, nous imaginons constamment quel pourrait être l'environnement stratégique, diplomatique et militaire de cet hypothétique moment. Nous devons nous figurer l'adversaire du futur afin de créer la composante aéroportée de 2035, voire 2060.

Enfin, je retiens que d'une composante très dédiée avec un Mirage IV spécialement conçu pour elle, des moyens de transmission ou de guerre électronique spécifiques, les FAS sont devenues duales. Avec nos outils technologiques, nous sommes capables de remplir des missions de défense aérienne, de reconnaissance ou encore d'assaut conventionnel, tout cela avec le Rafale qui, en plus, peut se poser sur le porte-avions. En effet, pour la première fois en France, nous possédons un chasseur polyvalent qui permet aux équipages d'intervenir sur un large spectre de missions. Prenez l'opération Harmattan : 30 % de l'activité de l'armée de l'Air au-dessus de la Libye a été réalisée par les Mirage 2000 N de l'escadron 2/4 La Fayette, les Rafale biplace du 1/91 Gascogne et les C-135 du groupe de ravitaillement en vol (GRV) Bretagne. De janvier 2013 à aujourd'hui, des équipages de Rafale ont éga-



Patrouille de trois Mirage 2000 N de l'escadron de chasse 2/4 La Fayette, basé à Istres (Bouches-du-Rhône).

lement été déployés à N'Djamena, au Tchad, pour Serval (Mali) et Sangaris (Centrafrique). Quant au Boeing C-135, seulement 5 % de ses missions annuelles sont complètement dédiés au profit du nucléaire, le reste du temps, le GRV est utilisé pour des opérations conventionnelles : ravitaillement de tous les chasseurs de l'armée de l'Air, évacuations sanitaires de blessés graves grâce au kit Morphée, participation à des missions de reconnaissance en appui des avions radars Awacs où à des missions de pro-

tection lors d'un dispositif particulier de sûreté aérienne (voir pages 10 à 13).

Quels sont les atouts de la composante aéroportée ?

Je veux tout d'abord insister sur le fait que la composante aéroportée et la composante océanique sont complémentaires. Cette complémentarité permet de couvrir un vaste éventail de modes d'action proposés au président de la République et apparaît comme une garantie de crédibilité dans l'environnement stratégique actuel. En effet, la doctrine établie par le général de Gaulle dans un contexte de confrontation de blocs est toujours d'actualité. On parle toujours de dissuasion, de protection des intérêts vitaux et d'infliger des dommages inacceptables à tous ceux qui nous menaceraient.

Le sous-marin présente l'énorme avantage d'être indétectable et ses missiles mer-sol balistiques à longue portée le rendent particulièrement apte à la frappe de représailles contre un adversaire qui s'en serait pris à nos intérêts vitaux. Or, dans notre doctrine, nous possédons d'autres modes d'action : des frappes plus ciblées sur des objectifs stratégiques comme les centres de pouvoir ou des frappes très précises, pour montrer notre volonté de rétablir la dissuasion. Ces types de frappes correspondent bien à la composante aéroportée dont les moyens sont principalement mis en œuvre par l'armée de l'Air au sein des FAS, mais également par la Fanu (Force d'action navale nucléaire) qui contribue à la dissuasion ■■■

Les FAS en quelques dates clés

14 janvier 1964 : signature par le général de Gaulle, président de la République, du décret 64-46 qui crée les Forces aériennes stratégiques.

8 octobre 1964 : première prise d'alerte nucléaire par un Mirage IV A armé d'une bombe au plutonium.

19 mars 1986 : premier tir d'un missile ASMP par un équipage de Mirage IV P.

1^{er} juillet 1988 : mise en service opérationnel du système d'arme Mirage 2000N/ASMP au sein de l'escadron de chasse 1/4 Dauphiné, sur la base aérienne 116 de Luxeuil.

1^{er} juillet 2010 : mise en service opérationnel du système d'arme Rafale/ASMP-A au sein du 1/91 Gascogne, sur la base aérienne 113 de Saint-Dizier.

■■■ lorsque le porte-avions est disponible et en configuration nucléaire.

Elle représente néanmoins un coût important ?

Aujourd'hui, elle ne représente que 7 % du budget annuel d'équipement dédié à la dissuasion, qui lui-même ne totalise que 11 % du budget de la Défense hors pension. En 2014, nous sommes dotés du couple Rafale/ASMP-A (missile air-sol moyenne portée amélioré) dont la durée de vie court jusqu'en 2035. Pour s'offrir cette composante aéroportée rénovée, nous avons dépensé un budget conséquent en 2009-2010, l'effort d'investissement est donc derrière nous, d'autant que les Rafale, qui remplaceront bientôt les Mirage 2000 N, sont déjà payés.

Les FAS préparent leur avenir. Un futur qui s'annonce très dense...

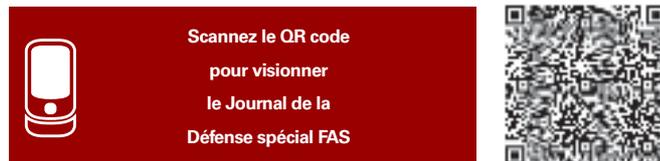
S'il y a bien un défi à relever pour le commandement des FAS, c'est celui du remplacement du ravitailleur C-135. Arrivé dans les forces en 1964, il répond toujours présent en 2014. Pour la petite anecdote, nous détenons les plus vieux Boeing C-135 du monde et le constructeur s'intéresse de près au vieillissement de nos avions. Ces derniers affichent en moyenne 30 000 heures de vol, contre 20 000 pour les Américains. Le MRTT donnera une autre

dimension aux FAS, après la révolution amenée par le Rafale. La doctrine d'emploi, les modes d'action, voire même le concept du raid nucléaire vont évoluer.

Les FAS, c'est aussi une histoire d'hommes qui évoluent dans un milieu particulièrement exigeant, qu'est-ce qui vous a le plus surpris ?

Avant d'occuper ce poste, je n'avais jamais servi dans le nucléaire. J'ai été pilote de Mirage F1 puis de Mirage 2000, donc orienté défense aérienne, un domaine dans lequel tout est autorisé pour abattre l'avion ennemi. Dans le monde des FAS, tout ce qui n'est pas écrit est interdit, et ce principe modèle l'état d'esprit du personnel du nucléaire, car la sécurité impose des règles strictes, des procédures à suivre à la lettre, associées à une rigueur de tous les instants. C'est à travers l'application de ces processus que nous avons su éviter tout incident grave depuis 1964. ■

Propos recueillis par Samantha Lille



En zone FAS, sur la base aérienne 115 d'Orange, le Mirage IV A historique est désormais remplacé par le Rafale.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

COUP DE JEUNE POUR LA JDC

Après l'enseignement de la défense à l'école et le recensement, la Journée défense et citoyenneté (JDC) constitue chaque année la troisième étape du parcours de citoyenneté pour près de 800 000 jeunes. Rénovée en février, celle-ci s'est recentrée sur l'esprit de défense et favorise le recrutement au profit des armées.

Ca y est, c'est la quille ! » Cette expression signifiant la fin des dix mois du service militaire obligatoire n'a plus lieu d'être, puisque les derniers appelés ont achevé leur service le 30 novembre 2001. En 1996, Jacques Chirac, président de la République, annonce son intention de suspendre la conscription. La loi est adoptée le 28 octobre 1997. Dès 1998, la Journée d'appel de préparation à la Défense (JAPD) est créée. Le service militaire est suspendu au profit d'un parcours de citoyenneté universel, dont la JDC représente l'étape finale. Sa mise en œuvre est effectuée par la Direction du service national (DSN), actuellement dirigée par l'administrateur général François Le Puloc'h.

Après plus de dix ans d'existence, la JAPD a laissé place à la JDC, la Journée défense et citoyenneté. Elle reste la troisième étape du parcours de citoyenneté, en complément de l'enseignement de défense prévu dans les programmes scolaires et du recensement en mairie. En 2013, plus de 760 000 jeunes hommes et femmes, âgés d'au moins 16 ans, originaires de métropole et des DOM-COM, ont effectué leur JDC. « *Le passage, en 2011, de la journée d'appel à la JDC portait essentiellement sur l'amélioration des formes d'animation afin de les rendre plus attractives. Ainsi, les jeunes participaient, en tant que citoyens, à un échange sur leurs perceptions et leurs connaissances de la politique de défense de notre pays* », explique François Le Puloc'h.

Répondre à la curiosité des jeunes concernant les armées

Après le Livre blanc de 2013, qui redéfinit les enjeux de la défense et de la sécurité nationale, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a souhaité une JDC renouvelée. Le programme de cette nouvelle journée a été fixé en coopération avec l'ensemble des états-majors d'armées et de la gendarmerie, mais également avec certains partenaires extérieurs comme le Service civique. Depuis février, les adolescents effectuant leur service national suivent une nouvelle JDC, favorisant l'explication des enjeux de défense et de sécurité nationale. La question du civisme est abordée sous l'angle de l'engagement des citoyens à protéger leur pays. Pour le directeur de la DSN, « *cette réorientation répond à une double attente. La première est exprimée par les jeunes eux-mêmes, qui se montrent particulièrement curieux sur toutes les questions ayant trait*



R. PELLEGRINO/ECPAD

Le ministre de la Défense, qui a souhaité cette rénovation, s'est adressé aux participants de la JDC du 31 mars au fort Neuf de Vincennes.



R. PELLEGRINO@ECPAD

Lors de cette Journée défense et citoyenneté, Jenny et Nassim, 16 ans, ont reçu leur certificat de participation des mains de Jean-Yves Le Drian.

aux armées et sur les possibilités d'orientation qu'elles offrent. La seconde a été manifestée par les plus hautes autorités de l'État, appelant à un recentrage sur l'esprit de défense au cours de la JDC ».

Lors de cette journée, les jeunes participent à trois modules d'animation refondus, dont le fil conducteur est recentré sur la défense du pays : « Nous vivons dans un monde instable », « Une réponse adaptée » et « Vous avez un rôle à jouer ». Celui consacré à la citoyenneté est désormais intégré à une réflexion globale sur la défense et l'engagement du citoyen à protéger son pays. Dix nouveaux films, actualisés par l'ECPAD et la Dicod, sont également diffusés.

Un rôle social qui perdure

Dans le domaine de l'emploi, la JDC permet de faire connaître et de promouvoir les nombreux métiers militaires et civils de la Défense. « En engageant près de 20 000 personnes et en offrant près de 11 000 stages par an, le ministère de la Défense est un acteur clé de l'insertion

professionnelle de la jeunesse. La JDC constitue un vivier potentiel de recrutement pour l'avenir », souligne le directeur de la DSN. Au-delà des dimensions d'échanges et de rencontres, fondamentales au développement du lien armées-nation, le rôle social des armées perdure à travers la JDC rénovée. Les tests de lecture restent un passage obligé. Ainsi, en 2013, plus de 18 000 jeunes sortis du système scolaire ont été orientés vers des dispositifs d'aide tels que les Écoles de la 2^e chance ou les missions locales. Actuellement, plus de 7 600 animateurs, militaires d'active ou de réserve, sont opérationnels pour accueillir les jeunes métropolitains et, dès le 2^e semestre 2014, leurs camarades d'outre-mer. ■

Flora Cantin



Scannez le QR code
pour visionner
le reportage sur la
visite du ministre.



Interview du général de corps d'armée Patrick Ribayrol, commandant de la zone de défense et de sécurité Est

« Commander, c'est avant tout expliquer et donner du sens à ce que nous faisons »

Dans un monde en mutation, les aspirations des hommes et des femmes qui composent actuellement la communauté de Défense sont-elles les mêmes que par le passé? Le général Ribayrol répond et évoque les règles qui doivent conduire aujourd'hui la pratique du commandement et la transmission des valeurs.

Selon vous, quelles sont les valeurs qui caractérisent l'identité militaire? Qu'est-ce qu'attendent les jeunes d'aujourd'hui en s'engageant dans nos rangs? Le « rôle social » a-t-il toujours un sens dans nos armées?

Les valeurs peuvent être définies comme les idéaux et préférences qui prédisposent des individus à agir dans un sens donné et structurent leurs représentations et leurs actions. Elles sont également un principe de rassemblement, de coexistence et de vivre ensemble. Tout a été écrit sur les caractéristiques de l'identité militaire. Il est cependant possible de résumer ces points de vue par des mots compréhensibles du plus grand nombre : l'engagement, l'abnégation, le service de la nation, la disponibilité, le courage, la discipline, le respect, l'autorité, la fraternité d'armes, l'amitié et l'obéissance... Plutôt que d'allonger cette liste à la Prévert, il me semble plus important de comprendre si ces mots ont toujours un sens. Donner du sens est par nature le métier du chef. Il doit fixer une direction pour avancer. Les idées deviennent alors des « valeurs », qui sont autant de guides devant avoir une application concrète, au quotidien, pour nos jeunes engagés, sous-officiers et officiers.

Aussi la compréhension des mots, des concepts, est plus importante que jamais, et leur usage n'a de sens que s'ils sont compris par ceux à qui ils s'adressent. Je suis convaincu que ce que recherchent nos jeunes aujourd'hui, c'est ce que nous recherchions il y a quelques années. Cependant, la manière de l'exprimer est différente parce que la société évolue et que les modèles culturels et sociaux ne sont plus exactement les mêmes. À nous de trouver les bonnes expressions pour faire adhérer à des références intangibles ce qui est le fondement de notre métier. Le sens de notre engagement. C'est un défi pour chacun d'entre nous de trouver les termes justes qui perpétueront les valeurs que nous voulons transmettre à des plus jeunes que l'on doit attirer vers le métier de la défense, que l'on doit faire adhérer et pour qui ce « métier » doit être aussi un gage de progression et d'accomplissement individuel et collectif. C'est pourquoi, j'ai la conviction

que le monde de la Défense peut faire évoluer les individus et le groupe. En effet, un militaire, ex-civil, sera à terme un futur civil, ancien militaire. Le militaire dans son environnement n'est pas isolé de la société, mais est une partie intégrante de celle-ci. C'est également le cas pour le personnel civil de la Défense. Oui, le rôle social a toujours un sens à la Défense, car la richesse humaine est au centre de tout ce que nous accomplissons.

Vous avez commandé une brigade interarmes, conduit la fusion des écoles militaires de Draguignan et vous suivez de près les réformes en cours en région Nord-Est et en Allemagne. Pour vous, quelles sont les aspirations des agents de la Défense et quel est le rôle des chefs?

Plutôt qu'agents de la Défense, je préfère « les hommes et les femmes de la Défense », civils et militaires, car c'est bien de richesse humaine dont il s'agit. La Défense n'est pas un outil administratif désincarné. Au cours des vingt dernières années, ma génération a été confrontée à la chute du mur, puis a conçu, organisé et conduit les réformes, les a appliquées concrètement sur le terrain. Je suis convaincu que nos soldats, au sens générique du terme, officiers, sous-officiers et militaires du rang, hommes et femmes, n'attendent qu'une seule chose : qu'on leur parle et qu'on leur présente les faits tels qu'ils sont. Ils ont vécu tous ces changements successifs, jamais simples à mettre en œuvre, qui ont bouleversé leurs cadres habituels de référence et d'action. Ils affrontent le réel sans fard, ils ne le craignent pas et n'ont pas besoin d'être infantilisés, car ils savent que ces réformes sont l'adaptation de notre outil de défense à la réalité de notre monde. Elles sont nécessaires pour que la France continue à y tenir un rôle majeur. Faire autrement, au mieux, ou ne plus pouvoir faire.

Aussi, le rôle des chefs, leur premier devoir, est d'expliquer. Car commander, c'est avant tout faire comprendre et donner du sens à ce que nous faisons. Ce discours de vérité, nous le devons à nos soldats, à ceux qui voient leur avenir profession-



J. ALMY © ARMÉE DE TERRE

Visite du général Ribayrol, gouverneur militaire de Metz, au 152^e régiment d'infanterie de Colmar, le 13 février.

nel, donc personnel, affecté par ces processus d'adaptation de notre Défense. Certes, ce n'est pas facile, cela peut être parfois douloureux, voire houleux, mais c'est la responsabilité première des chefs d'aujourd'hui et de demain d'affronter la réalité avec clairvoyance, de dire le pourquoi des choses. Maintes fois entendue, l'expression « *C'était mieux avant* » est inadaptée. Nous avons conduit des réformes successives au lieu de nous figer dans des modèles confirmés mais dépassés ou devenus hors de portée. Cette situation est normale, le monde change, la France et son environnement évoluent, la Défense doit aussi accompagner ces mouvements. Mieux, elle doit les anticiper pour répondre aux défis de demain. Mais, encore une fois, il faut avoir le courage de dire et d'expliquer, sous peine de saper la confiance qui fonde toujours le « commandement des hommes ». Enfin, mes expériences successives m'ont convaincu que les hommes et les femmes de la Défense, n'ont pas besoin d'être maternels. Ils préfèrent, avant toute chose, avoir un dialogue honnête, franc et direct avec leurs chefs. Puis ils obéissent d'amitié car ils savent qu'ils peuvent compter sur leurs chefs.

Alors que les commémorations des deux guerres mondiales ont débuté, qu'est-ce qui, à vos yeux, rapproche les combattants d'hier de ceux d'aujourd'hui ? Ces commémorations ont-elles un sens ?

Ce qui rapproche les combattants d'hier et d'aujourd'hui ? Tout et rien ! Rien parce que le contexte est totalement différent, les liens sociaux ne sont pas les mêmes, encore moins

les styles de vie, ni les centres d'intérêt qui ont changé. L'Europe s'est construite, les menaces aux frontières ont disparu et le contentieux franco-allemand est un chapitre des livres d'histoire.

En revanche, tout les rapproche parce que « ceux de 14 » sont fondamentalement les mêmes aux xx^e et xxⁱ^e siècles. Ils ont les mêmes aspirations : vivre libre, aimer, s'inscrire dans un projet de vie familiale, professionnel, local, ou au-delà. En résumé, ils veulent se construire un avenir. Bien sûr, ces commémorations ont un sens, je le mesure pleinement dans ma zone de responsabilité, qui a tout particulièrement été marquée par les deux conflits mondiaux. Nos compatriotes, et plus largement les Européens, doivent comprendre d'où ils viennent et s'inscrire dans une filiation pour regarder tous ensemble vers l'avenir, pour appréhender le sens des choses. À cet égard, commémorer n'est pas s'appesantir sur un passé honni ou regretté, mais bien avoir une idée du chemin parcouru pour choisir sa voie, qu'elle soit individuelle, mais aussi collective.

L'abnégation, le don de soi et le courage ne sont pas l'apanage d'une génération, encore moins d'une catégorie de personnes. On les retrouve à différentes époques et dans tous les milieux. Faut-il, encore une fois, comprendre pourquoi on doit parfois consentir à ces sacrifices, se souvenir pourquoi d'autres l'ont fait avant nous. Alors on peut espérer que les valeurs deviennent des vertus, combattre et, s'il le faut, mourir pour elles, comme l'ont fait nos anciens. ■

Propos recueillis par la rédaction

08/04 PARIS ACCUEILLE LE SÉMINAIRE DE LA TRANSFORMATION DE L'OTAN

Le séminaire sur la transformation de l'Otan, qui s'est déroulé à Paris, a été l'occasion pour Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan et le général Paloméros, commandant suprême allié Transforma-

tion, de s'exprimer sur leur aspiration commune à adapter les modes opératoires et les efforts capacitaires de l'Alliance dans le contexte actuel de crise géopolitique. Ce séminaire s'est tenu en vue du sommet de l'Otan au Pays de Galles en septembre prochain.



12-13/04 LE CHALLENGE INTER-PMM 2014 S'EST TENU À ÉPINAL



Les préparations militaires Marine (PMM) du Grand Est se sont déroulées à Épinal dans le cadre d'une compétition. Accessible au public, ce challenge était organisé autour d'ateliers reprenant les thèmes des formations dispensées aux

120 stagiaires. L'équipage du sous-marin nucléaire d'attaque *Saphir*, dont la ville marraïne est Épinal, a présenté à cette occasion un atelier sur les « oreilles d'or » de la Marine nationale. La victoire a été remportée par la PMM de Strasbourg.

08-09/04 NEUTRALISATION DE 200 MUNITIONS DANS LE CALVADOS



Deux cents munitions datant de la Seconde Guerre mondiale ont été découvertes à Englesqueville-la-Percée (Calvados). Le groupe des plongeurs démineurs de la Marine nationale, basé à Cherbourg, est intervenu afin de trier les munitions non amorcées, donc

déplaçables, pour un contre-minage en mer. Seuls 10 des 200 engins présentait ces critères, ce qui a conduit à privilégier la destruction totale des munitions sur l'estran. Il s'agit de la cinquième opération de contre-minage sur la plage de la ville depuis mai 2010.

05/04 VISITE DE BAN KI-MOON AUX FORCES SANGARIS ET EUFOR RCA

À l'occasion de son déplacement à Bangui, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Ban Ki-Moon, s'est entretenu avec le général Soriano, commandant la force Sangaris, et le général Lion, commandant la force Eufor

RCA, mission lancée par l'Union européenne. Il s'est félicité de l'interopérabilité de ces forces multinationales et a appelé l'ONU à renforcer les efforts logistiques des forces Sangaris, Eufor-RCA et de la mission internationale de soutien en Centrafrique.



AGENDA

JUSQU'AU 1^{ER} JUIN

Exposition « Les Soldats du stade, une armée de champions », au musée de l'Armée (Invalides).



12-30 MAI

Exercice Unified Vision. Tests d'interopérabilité réalisés par l'Otan dans le domaine du renseignement, Norvège.

13 MAI

Atelier de chants de marins au musée national de la Marine, à Rochefort.

21 MAI

Journée du Marin.

06/04 LE TROPHÉE DES RÉSERVES AU MARATHON DE PARIS



Organisé par le Conseil supérieur de la réserve militaire, le Trophée des réserves a officiellement lancé la journée nationale du réserviste. Cette course à pied de 12 km a rassemblé au pas de course 109 réservistes issus des différentes armées. Cet

événement a eu lieu aux couleurs de la citoyenneté sur une partie du parcours du Schneider Electric Marathon de Paris. La coupe du vainqueur a été remise au sergent de réserve Sébastien Lagneaux de l'armée de Terre.

02/04 COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE SUR LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ EN AFRIQUE



Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, et Ursula von der Leyen, son homologue allemande, se sont réunis lors du dernier sommet Union européenne-Afrique, qui a eu lieu à Bruxelles, pour annoncer la politique collaborative des deux pays en Afrique, fon-

dée sur une approche globale alliant sécurité et développement. La mise en place de transfert de compétences aux États africains a été abordée. Les deux ministres ont également rappelé l'importance des relations responsables entre les voisins transmédiaiterranéens.

31/03 COMMISSION CONSULTATIVE DE LA RÉSERVE OPÉRATIONNELLE DU SSA

La commission consultative de la réserve opérationnelle du Service de santé des armées a tenu sa première session sous la présidence du médecin général des armées Debonne, directeur central du Service. Cette rencontre, qui a pour mission

d'établir un dialogue direct entre les autorités du SSA et les personnels de la réserve opérationnelle, a été l'occasion de présenter le rôle, les problématiques, la situation actuelle ainsi que l'évolution de la réserve au sein du projet de service SSA 2020.



12/04 RENAISSANCE DES ESCADRILLES BR117 ET BR120 À DJIBOUTI

Sur la base aérienne 188 Colonel Massart, le général Soulet, commandant les forces aériennes et le soutien des forces aériennes, a remis aux chefs d'escadrille hélicoptères et avion de l'ET 88 Larzac,

les fanions des escadrilles BR117 (Coq bombardier) et BR120 (Croix de Lorraine au chardon). Créées en 1916, elles se sont illustrées en France puis au Levant jusqu'en 1941, date de leur mise en sommeil.



26 MAI-20 JUIN

Entraînement international Maple Flag aux missions d'entrée en force en Comao (*Composite Air Operation*), Canada.

29 MAI-1^{ER} JUIN

Grand Prix de l'École navale, compétition de voile, à Lanvéoc-Poulmic, dans le Finistère.

02-06 JUIN

Exercice interarmées de défense aérienne, avec le soutien de la Direction générale de l'armement, à Hyères.

06 JUIN

Commémorations du débarquement en Normandie : cérémonie internationale à Sword Beach.

DÉFENSE ET CINÉMA

UNE HISTOIRE QUI DURE

Tandis que le Festival de Cannes déroule ce mois-ci son tapis rouge, *Armées d'aujourd'hui* revient sur les relations qu'entretiennent 7^e art et institution militaire. Si la guerre et les soldats ont bien souvent fasciné les cinéastes, les militaires ont su, depuis bientôt un siècle, tirer profit des techniques audiovisuelles. Moteur, action !



Tournage du film *Le jour le plus long* sur la plage de Saleccia (Corse) en 1961. La 6^e flotte américaine et le bâtiment français *Argens* participent aux 1^{ères} séquences du film.



Cinéma et armées

De vieux compagnons d'armes

Depuis plus d'un siècle, le cinéma met en scène la guerre et ses soldats... L'historienne **Bénédicte Chéron**, auteure d'une biographie sur **Pierre Schoendoerffer**, étudie la relation entre le cinéma et les armées et analyse comment le 7^e art peut mobiliser l'opinion publique, hier comme aujourd'hui.

Il y a comme une évidence : la guerre est aussi, parmi beaucoup d'autres caractéristiques, un spectacle visuel. Les premiers artisans du cinéma français ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, ils ont rapidement trouvé dans les conflits une mine à images et représentations filmées. En 1897, un opérateur des usines Lumière, puis Méliès lui-même, décident de filmer une reconstitution vivante du tableau *Les Dernières Cartouches*, une toile d'Alphonse de Neuville qui représente la

résistance héroïque de quelques hommes dans une maison de Bazeilles, en 1870, face à des Prussiens supérieurs en nombre.

Tout était prêt pour la rencontre entre le tout jeune 7^e art et le métier des armes. Les institutions militaires ont très vite pris conscience de l'importance qu'allait prendre le cinéma dans les représentations collectives. Elles ne pouvaient y rester indifférentes. La guerre, elle, est une fabrique directe et indirecte (par le récit qui en est fait) de héros, d'actions épiques, de scénarios riches en suspense et en retournements, de souvenirs visuels forts. Même lorsque la guerre dure, elle conserve sa part d'extraordinaire : pour ceux qui y agissent, la mort peut toujours être au bout du chemin. Il y a donc un compagnonnage, même s'il est parfois douloureux, entre la guerre, et ceux dont c'est le métier de combattre d'une part, et le cinéma d'autre part. Ce compagnonnage n'a cessé de se déployer depuis plus d'un siècle.

Exalter les combats ou alimenter l'antimilitarisme

La relation entre le cinéma et les armées, comme institutions, est lourde d'enjeux. Le premier auquel l'on songe, en temps de guerre, est bien entendu celui de la propagande. La manière dont des réalisateurs choisissent de mettre en scène les hommes d'une armée nationale dans un conflit n'est évidemment pas sans conséquence, en particulier sur les opinions publiques. Si le cinéma est rarement un initiateur des mouvements d'opinion, il les accompagne et peut les amplifier. Pendant la guerre du Vietnam, nombre de films ont joué ce rôle, de manière moins unilatérale qu'on ne le pense souvent. *Les Bérets verts*, de Ray Kellogg et John Wayne (1968), exalte la lutte menée au loin par les soldats américains. Une partie du public le reçoit en tant que tel. Mais il contribue aussi à alimenter l'antimilitarisme



©ECPAD

1916 - Limey-Remenauville (Meurthe et Moselle). Les opérateurs filment le front et les premières lignes.

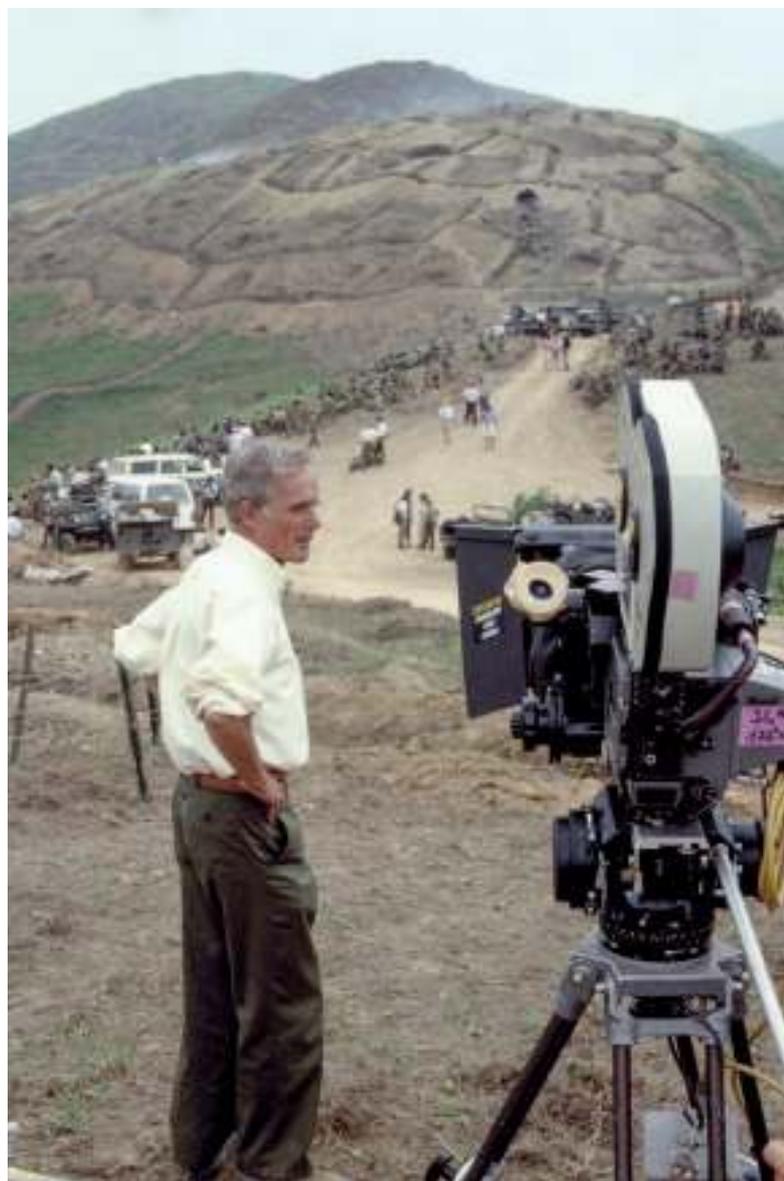
militant par le rejet qu'il suscite chez certains. Le chemin de la mobilisation des opinions est parfois encore plus indirect. *La Horde sauvage* de Sam Peckinpah (1969) est un western qui se déroule en 1913, à la frontière mexicaine. Ultraviolent, il est reçu comme une remise en cause profonde du rôle des États-Unis dans le soutien aux dictateurs actuels et futurs contre les rebelles, au Mexique et ailleurs ; beaucoup y voient des allusions évidentes à la guerre du Vietnam et une dénonciation de sa violence.

Les Français peu enclins aux récits épiques

Au delà-même du temps de guerre et des enjeux immédiats de représentation et de propagande, le compagnonnage plus ou moins serein entre le cinéma et les armées mérite d'être étudié. Par la manière dont les réalisateurs mettent en scène des militaires, dans les conflits passés et présents, ils contribuent à définir la nature des relations entre une société et son armée. On a coutume de dire que les Américains sont plus doués que les Français pour raconter l'histoire de leur armée, de ses pages glorieuses ou plus sombres. C'est vrai, en grande partie. Si ce cinéma américain n'est pas exempt de récits antimilitaristes, il regorge d'histoires épiques, de qualité inégale, mais qui font du moindre épisode guerrier, même débouchant sur un échec, un spectacle héroïque. *La Chute du faucon noir* (2001), de Ridley Scott, – qui raconte le cauchemar vécu par quelques soldats américains dans Mogadiscio en 1993 – en est un exemple.

Le cinéma français est moins porté au récit épique, moins enclin à faire des hommes qui portent l'uniforme national des héros dans les victoires et les défaites. Il est vrai que les films qui montrent les militaires français sous des traits héroïques se font plus rares dès lors qu'il s'agit de raconter la Seconde Guerre mondiale, les guerres de décolonisation et les opérations extérieures qui ont suivi. L'Occupation puis la guerre d'Algérie (la guerre d'Indochine étant l'objet d'un nombre très restreint de films) marquent bien des moments de rupture. Quelques rares exceptions viennent cependant montrer l'enrichissement mutuel, même dans une relation parfois houleuse, dont peuvent bénéficier le cinéma et les armées. Pierre Schoendoerffer en est certainement l'exemple le plus emblématique : il a largement contribué à enrichir un imaginaire français pauvre en représentations militaires héroïques.

Il est heureux que cette relation perdure, même si elle doit parfois être conflictuelle, en un temps où les guerres



© ECPAD

Le cinéaste Pierre Schoendoerffer sur le tournage du film *Diên Biên Phu*, réalisé au Vietnam, et sorti en 1992.

menées le plus souvent au loin peinent à être comprises par les opinions publiques. Il ne s'agit pas de souhaiter que des films viennent relayer sans discernement un discours institutionnel mais bien de souligner que les relations entre les armées et les sociétés sont aussi éclairées et alimentées par le cinéma. ■

Bénédicte Chéron, docteur en histoire





E. TAQUET@ECPAD

Entretien avec Jacques Perrin,
acteur et réalisateur

« *Le film de guerre permet de décrire la nature profonde de l'homme* »

Sous-lieutenant dans *La 317^e section* de Pierre Schoendoerffer, réalisateur de films et de documentaires tels que *L'Empire du milieu du Sud*, Jacques Perrin évoque les particularités du film de guerre. Il souligne le rôle déterminant du cinéaste militaire en tant que passeur de mémoire pour les jeunes générations.

Toute la communauté défense a en mémoire votre interprétation du sous-lieutenant Torrens dans *La 317^e section*. Quel souvenir en gardez-vous ?

Ce film a marqué ma carrière et ma mémoire. Le grand artisan de ce succès, c'est bien sûr Pierre Schoendoerffer. Il avait le génie de nous conditionner pour le tournage : il voulait que ses acteurs puissent incarner le plus fidèlement possible les soldats de la guerre d'Indochine et l'âpreté de leurs conditions de vie. Lors des prises de vues, au Cambodge, combien de fois me suis-je dit que j'en avais marre du climat ou de la nourriture. À ce moment précis, le réalisateur lançait « action », car il avait atteint son objectif : capter l'émotion. Aujourd'hui encore, malgré mes cheveux blancs, des militaires m'arrêtent dans la rue pour me demander si je n'ai pas joué le sous-lieutenant Torrens. Certains me confient que mon personnage les a convaincus d'épouser la carrière militaire. En réalité, ils doivent leur vocation à Schoendoerffer.

Pourquoi le cinéma de fiction s'est-il toujours autant intéressé au genre « film de guerre » ?

Je crois que la guerre est comme un grand théâtre à ciel ouvert : on y assiste à l'exacerbation des sentiments. Pour

un cinéaste, ce type de sujet est forcément évocateur. À travers ce genre cinématographique, on peut parler de l'homme et le décrire dans sa nature la plus profonde. Pierre Schoendoerffer me disait souvent que, dans ses films, il voulait raconter ce qui fait vivre et survivre. Son cinéma était dépouillé, il voulait aller à l'essentiel. Dans les films de guerre, on évoque tout ce qui particularise les êtres humains : l'honneur, le courage et l'amour, en laissant de côté les relations superflues, les artifices. D'une certaine façon, il existe une analogie entre ce genre cinématographique et les documentaires animaliers que j'ai réalisés : on dépeint l'organisation de sociétés et les relations entre êtres vivants. Du point de vue de la réalisation, tourner une scène de guerre est aussi un exercice de style tout à fait particulier dans lequel un réalisateur peut gagner ses galons.

Peut-on également effectuer une analogie entre le métier de cinéaste et celui de militaire ?

Les deux métiers sont évidemment différents. En revanche, un soldat, à l'instar d'un acteur, a plusieurs vies. Je suis toujours fasciné par le récit de ces militaires qui reviennent d'une opération extérieure, car cela ressemble à une odys-



A. MONOT@MARINE NATIONALE

Jacques Perrin avec les mousses de la promotion «Matelot Bernard Maître» dont il est le parrain, au Centre d'instruction navale de Brest, en octobre 2012.

sée. Au fil de sa carrière militaire, un homme peut se découvrir tout à la fois courageux, craintif, anxieux et héroïque, ce qui est très exaltant. Un acteur endosse lui aussi plusieurs rôles, incarnant des personnages aux personnalités très différentes. C'est ce qui fait le charme du métier. Par ailleurs, cinéaste et militaire ne sont pas deux métiers incompatibles. Il n'y a qu'à regarder ceux qui sont passés par l'ECPAD (Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense) et les archives qu'ils y ont laissées. Lorsque j'ai réalisé *L'Empire du milieu du Sud*, j'ai visionné des heures et des heures d'images capturées par les cinéastes des armées. Ces archives représentent un trésor national.

Aujourd'hui, quel regard portez-vous sur ces cinéastes militaires et sur l'ECPAD ?

En me plongeant dans ces images sur l'Indochine, je me suis aperçu qu'il fallait prolonger la mémoire, ce qui, selon moi, n'est pas suffisamment fait. Évidemment, l'ECPAD continue à produire beaucoup de films, mais, si les archives sur l'Indochine sont si exceptionnelles, c'est parce qu'il y

avait, à l'époque, derrière la caméra, des artistes qui pouvaient exprimer leur talent. Actuellement, je m'interroge sur la capacité de ces jeunes réalisateurs, militaires ou non, passionnés par leur métier, à pouvoir exprimer tout leur art sur les théâtres d'opération. Notre société est moins encline à leur laisser autant de liberté. Les menaces ont évolué et la guerre de l'image nécessite de prendre beaucoup de précautions. Mais il faut faire preuve de courage pour le futur, pour les archives à venir. Elles serviront à la compréhension de notre monde et à la transmission de la mémoire aux jeunes générations.

Nourrissez-vous des projets sur un thème militaire ?

Je devrais normalement réaliser un film sur la piraterie en Somalie, ce qui m'amènerait à collaborer une nouvelle fois avec la Marine nationale. Cette zone de confrontation entre les pays du Nord et les populations dites du Sud m'inspire de longue date et je travaille depuis un certain temps sur un scénario. Je devrais bientôt aboutir à un résultat. ■

Propos recueillis par Paul Hessenbruch



La Défense, acteur de la scène audiovisuelle

Louer une caserne pour tourner une scène de film, un lieu prestigieux pour une pub, obtenir une aide à l'écriture ou des conseils techniques... Le Bureau de la politique d'accueil des tournages répond à la demande croissante des professionnels du 7^e art et de la télévision moyennant rémunération.

Depuis que le ministère de la Défense, plus grand propriétaire foncier de l'État, s'est doté en 2010 d'une véritable politique d'ouverture d'accueil des tournages à l'adresse des professionnels de l'image, il n'est plus rare de reconnaître une caserne, une base navale, aérienne ou un site prestigieux tel que l'hôtel de la Marine dans des longs-métrages, des fictions télévisées, des documentaires ou des clips musicaux. Que ces derniers entretiennent ou non un lien avec la Défense.

Au sein de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (Dicod), le bureau de la politique d'accueil des tournages (BPAT) centralise, en liaison avec les organismes de communication et d'information du ministère, les demandes émises par le monde de l'image, assurant ainsi l'interface entre les armées et les cinéastes.

Subventions pour des projets documentaires

Avec plus d'une cinquantaine de projets audiovisuels accueillis sur des sites militaires en 2013, le BPAT a vu s'accroître les demandes. Si 70 % de celles-ci concernent des décors, l'activité de conseil s'est fortement développée. Le BPAT propose ainsi : aide à l'écriture, expertise technique ou historique pour un scénario et conseils en cours de tournage.

Le ministère de la Défense accompagne également les professionnels via la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), en attribuant des subventions à des projets documentaires entretenant un lien avec les armées. Enfin, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD), dépositaire de la mémoire audiovisuelle du ministère, conserve, promeut et favorise la diffusion des archives.

Le 2 juin, France 3 diffusera un documentaire fiction intitulé *Les Français du jour J*. Pour ce projet, le producteur Emma-



N.SINGIER@ARMÉE DE L'AIR

Prises de vue sur la base de Châteaudun pour *L'homme au pardessus*, réalisé par Olivier Guignard en 2013.

nuel Migeot a très vite sollicité le BPAT. « *Ce film sur la création du commando Kieffer et sur son rôle lors du débarquement de Normandie mêle images d'archives et reconstitutions. Nous avons fait appel à la Dicod pour bénéficier de la très large palette de services qu'elle propose* », explique le producteur.

Ainsi, lors de la réalisation des scènes d'assaut, le maître principal Frederick Paschoud, formateur des commandos à Lorient, a conseillé les acteurs dans leur manière de parler, de se comporter et sur la gestuelle de combat. « *Notre objectif était de coller au plus près de la réalité des engagements lors des prises de vue car plus c'est réaliste au*



Tournage du documentaire fiction *Les Français du jour J*, qui sera diffusé sur France 3 le 2 juin. Pour ce projet, Emmanuel Migeot, le producteur, a très vite sollicité le soutien du Bureau de la politique d'accueil des tournages de la Dicot.

tournage, moins il y a de postproduction », commente Cédric Condon, le réalisateur, petit-fils de l'un des membres du commando. L'aide du ministère s'est révélée déterminante. « *Ce film n'aurait jamais pu se faire sans les armées, reconnaît Emmanuel Migeot. Elles nous ont permis de réaliser certaines séquences en mettant à notre disposition une chaloupe, pilotée par des marins. Ensuite, grâce aux effets spéciaux, la chaloupe réelle s'est transformée en trois ou quatre chaloupes à l'image.* »

Tarifs en vigueur dans le cinéma

Pour ce projet, comme pour les autres, l'apport du ministère est soumis à conditions. Ainsi, il ne peut être réalisé au détriment de l'activité opérationnelle des unités, qui reste la priorité. Les sites protégés, sensibles ou présentant un risque ne peuvent être mis à disposition. Enfin, la participation de membres de la Défense n'est possible qu'à titre exceptionnel, lorsqu'il s'agit de manœuvrer du matériel militaire. C'est dans cet unique cas que les personnels, en position de service, peuvent apparaître à l'image. En revanche,

le ministère ne fournit ni les costumes ni les accessoires, afin de ne pas exercer une concurrence déloyale vis-à-vis des loueurs privés.

Tout soutien donne lieu au paiement d'une redevance établie en fonction des tarifs en vigueur dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel. Ainsi, les recettes résultant de la location d'espaces reviennent dans leur intégralité au ministère de la Défense. Cette somme va pour 50 % au site ayant accueilli le tournage afin de participer à l'entretien des infrastructures; 35 % abondent un fonds de soutien financier permettant au ministère d'allouer des subventions à des projets documentaires concernant la Défense et son histoire; les 15 % restants permettent à la Dicot de couvrir les actions de communication engagées vers les professionnels. Ce système de redistribution permet à la fois de rétribuer l'unité ayant accueilli un tournage, en introduisant un effet incitatif en interne, mais également d'accompagner de manière ciblée des projets documentaires en réinjectant une partie de ces recettes vers les professionnels. Une relation vertueuse. ■

Paul Hessenbruch



De la SCA à l'ECPAD

100 ans de cinéma des armées

Filmer au plus près des combats... Depuis 1915, les soldats de l'image sont sur tous les fronts. En 2015, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense fête son siècle d'existence. Riche de cet héritage, il est le dépositaire de la mémoire visuelle des forces françaises.

Il faut attendre le printemps 1915 pour voir l'armée française répondre à l'avance prise par les Allemands dans l'usage de la photographie et du cinématographe à des fins militaires. Si l'objectif est de contrer la propagande allemande, la création de la Section cinématographique de l'armée (SCA) répond à la demande des sociétés de production (Gaumont, Pathé...) de filmer au plus près des combats. Enrôlés comme soldats, leurs opérateurs formeront donc le noyau de la SCA. En 1917, le général Lyautey, ministre de la Guerre, intègre la dimension photo en transformant

l'entité en Section photographique et cinématographique de l'armée (SPCA). Dès cette époque, l'organisation comprend des équipes d'opérateurs sur le terrain, un service à Paris chargé du tirage et de la diffusion des films et des photos et un autre en charge de l'archivage. À la fin de la guerre, le personnel est démobilisé. Cette situation entraîne de facto la dissolution de la SPCA le 10 septembre 1919.

À la veille du second conflit mondial, les reporters sont de nouveau mobilisés et incorporés au sein du Service cinématographique des armées (SCA). Une trentaine de numéros du *Journal de guerre*, montés pour la plupart par Jean Delannoy, sont produits d'octobre 1939 à juin 1940. Ces reportages montrent la vie quotidienne des soldats déployés sur la ligne Maginot et sur la frontière des Alpes, les visites d'autorités politiques et de personnalités étrangères. Destinés à soutenir le moral des troupes, ils sont également diffusés dans les pays alliés ou neutres pour contrer une propagande allemande redoutablement efficace.

1946 : le SCA s'implante au fort d'Ivry

En novembre 1940, fuyant la zone Nord, le service s'installe à Marseille jusqu'en novembre 1942. À partir de son antenne d'Alger, le SCA s'organise pour suivre l'avancée des Alliés en Tunisie et en Italie, la libération de la France et l'assaut final contre les nazis. Les archives de cette époque sont donc d'origines diverses, intégrant notamment des documents allemands que les Alliés se sont partagés en 1945 au titre des prises de guerre.

En 1946, le SCA devient interarmées et s'implante au fort d'Ivry. Le service produit des films d'instruction et d'information et développe une activité de reportage, tournée pour l'essentiel vers l'Indochine. Ces réalisations s'attachent dans les premiers temps à légitimer l'action de la France vis-à-vis



Des opérateurs du Service cinématographique des armées portent des bobines de film.



©ECPAD

Les opérateurs ont suivi l'évolution des techniques au fil du temps.

des populations locales. De nombreux sujets traitent également des coutumes des ethnies qui se sont engagées aux côtés de l'armée française. En suivant les troupes au plus près des combats, en partageant leurs souffrances et parfois leur tragique destin, les reporters du SCA contribuent à la naissance du mythe du reporter de guerre. Schoendoerffer, Kowal ou Martinoff deviennent aux yeux de leurs camarades de véritables « soldats de l'image ».

En 1961 le SCA prend le nom d'Établissement cinématographique des armées. Il accompagne désormais la politique de désengagement de la France en Algérie et se focalise sur les nouveaux objectifs spatiaux et nucléaires de la nation. Nouvelle appellation en 1969, l'ECA, devenu ECPA (Établissement cinématographique et photographique des armées), est rattaché au Sirpa (Service d'information et de relations publiques des armées) nouvellement créé par Michel Debré, ministre de la Défense. L'entité conserve sa mission de production de films d'instruction et d'information consacrés autant à la politique de dissuasion qu'à la vie quotidienne des appelés. Le cinéma des armées voit alors passer dans ses rangs de jeunes talents qui font leurs premières armes avant d'œuvrer au cinéma ou à la télévision.

Le 18 avril 2001, l'ECPA devient ECPAD (Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense)



J.-F. D'ARCANGUES©ECPAD

En Afghanistan, en 2012, ils utilisent la vidéo numérique sonore.

et prend sa structure actuelle d'établissement public à caractère administratif, sous tutelle du ministre.

L'organisme produit toutes les images dont a besoin la Défense, envoyant ses reporters partout où est engagée l'armée française, sur le territoire national comme en opérations extérieures. Les opérateurs militaires ont ainsi réalisé des images de l'action de nos soldats en Algérie, en ex-Yougoslavie, pendant la guerre du Golfe, au Tchad, au Liban, en Côte-d'Ivoire, en Afghanistan, plus récemment en Libye, et actuellement au Mali et en République centrafricaine.

8 millions de photographies, 30 000 films

Les équipes de l'ECPAD veillent sur près de 8 millions de photographies et plus de 30 000 films. L'établissement a pour mission de valoriser ce fonds à travers des expositions photographiques, des éditions d'ouvrages, des productions de films documentaires (comme la série *Apocalypse* diffusée sur France 2), et la participation aux manifestations liées aux commémorations (centenaire de la Première Guerre mondiale, 70^e anniversaire du débarquement...).

Enfin, l'ECPAD assure la maîtrise d'œuvre du projet ministériel de création d'une plate-forme numérique audiovisuelle de la Défense qui verra le jour à l'horizon 2016. ■

Christophe Jacquot, directeur de l'ECPAD



La pellicule, une arme depuis la Grande Guerre

Les images des champs de bataille de 14-18, destinées dans un premier temps à produire des films de nature documentaire, serviront rapidement à créer des fictions. Le cinéma, d'abord patriotique, dénoncera ensuite les traumatismes engendrés par les combats et jouera un rôle de support de mémoire.

À l'aube de la Première Guerre mondiale, la presse imprimée est la source d'information privilégiée du grand public. Mais le cinéma, du haut de ses vingt ans, est un art en plein essor dont les progrès techniques permettent de produire des images de grande qualité. C'est aussi une industrie en développement. En France, Pathé distribue près de 40 % des films projetés en Europe et aux États-Unis, tandis que les studios de Hollywood entament leur vertigineuse ascension.

Les autorités civiles et militaires de chaque pays mesurent l'impact que le cinéma peut avoir sur leurs citoyens. En France, dès 1915, la Section cinématogra-

phique de l'armée (SCA), qui réalise d'abord des films pédagogiques, particulièrement à destination des jeunes soldats, va peu à peu combler les attentes du public en matière d'images de guerre, tout en satisfaisant la volonté des autorités de contrôler leur production et leur diffusion. L'intrusion de l'image sur le champ de bataille devient une arme et le cinéma, une nouvelle composante de la guerre. À ce titre, 14-18 est souvent considérée par les historiens comme la « première guerre médiatisée ». Aux bandes d'actualités et aux documentaires viennent s'ajouter des œuvres de fiction qui ont notamment pour vocation de rassurer les pays alliés et de gagner l'adhésion des nations neutres. En effet, jusqu'en 1917, les États-Unis entretiennent des rapports économiques avec chaque camp. À travers le cinéma, Britanniques et Français transmettent des messages aux Américains. Via la Suisse, pays neutre au cœur de l'Europe, plusieurs sociétés de distribution – alliées, mais aussi allemandes – sont créées. La production de fictions va servir à montrer sa propre force et à dénoncer la sauvagerie de l'adversaire. Il s'agit aussi d'affirmer l'unité nationale et de valoriser l'effort de guerre, de faire bloc autour des soldats.

Œuvres de fiction patriotiques

Dans ces films, les combattants, mais aussi les femmes, sont présentés comme des héros qui défendent leur patrie. L'engagement militaire s'y révèle comme une valeur noble. Il en va ainsi dans *Le Noël du poilu* (1916) de Louis Feuillade, ou *La Puissance militaire de la France* (1917) d'Henri Desfontaines, long-métrage qui connut un grand succès public et critique. Une version anglaise fut réalisée et exportée dans de nombreux pays étrangers,



©ECPAD

Juillet 1918, Meurthe-et-Moselle. Des projectionnistes de la SPCA aménagent une ferme pour la transformer en salle de cinéma.

notamment aux États-Unis. En 1916, *The Battle of the Somme*, réalisé par les Britanniques, montre les soldats en situation, mélangeant événements réels et actions reconstituées. Son but est de remonter le moral des spectateurs, mais la violence des images, qui dénoncent les atrocités des ennemis, choque l'opinion publique.

En 1918, la société est métamorphosée. En quatre ans, le cinéma est devenu l'un des modes de représentation et de perception privilégiés de la Grande Guerre. Il a contribué à générer et transmettre des images dont certaines ont joué et jouent encore un rôle essentiel pour sa connaissance. Si le traitement cinématographique de ce conflit durant son déroulement a été clairement patriotique, le sujet sera abordé par la suite différemment, en fonction des pays et de façon plus ou moins fidèle à l'historiographie.

L'entre-deux-guerres verra naître des productions plus « pacifistes » telles que *Charlot soldat*, de Charlie Chaplin, ou *J'accuse*, d'Abel Gance – sortis tous deux en France en avril 1919 – qui montrent à leur manière l'absurdité de la guerre.

Gagner la bataille de la communication

Conscientes du rôle prépondérant qu'a joué le cinéma pendant la Première Guerre mondiale, les grandes puissances produisent de nouveau des films de propagande dès la fin des années trente pour préparer les opinions publiques ou dénoncer les ennemis. La représentation de la Grande Guerre est moins présente sur cette période, chaque camp s'adressant en priorité à son peuple. En Allemagne, Joseph Goebbels, ministre de la propagande, crée un département entier consacré au cinéma où sont produits près de 1 000 films. Le plus illustre, *Le Triomphe de la volonté*, réalisé en 1935 par Leni Riefenstahl, montre les parades grandioses des nazis et glorifie Hitler.

Outre-Atlantique, Hollywood ne tarde pas à se mettre au diapason et les artistes produisent également des fictions. En 1939, *Les Aveux d'un espion nazi*, réalisé par Anatole Litvak, puis en 1940, *Le Dictateur* de Charlie Chaplin marquent chacun de leur empreinte l'histoire du cinéma.

Les fictions relatant la Grande Guerre sont nettement plus subversives dans les années 1960 et 1970 avec, en point d'orgue, *Les Sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick. Le début des années 1990 marque un intérêt nouveau des cinéastes pour la Der des ders, tandis que la guerre



Action! Un cameraman du SCA filme du toit de sa camionnette.

froide prend fin et que de nouveaux conflits apparaissent en Europe. Si, techniquement, les effets spéciaux ont permis de faire progresser certaines reconstitutions des batailles, les films de cette période vont aussi pour la plupart traiter de 14-18 en abordant les traumatismes individuels ou collectifs engendrés par la violence des combats. Ce regain d'attention se développe au moment où l'on assiste à la disparition des derniers anciens combattants qui occupaient une place importante dans la transmission de l'événement. Grâce au septième art, cette mémoire perdue en partie. ■

Paul Hessenbruch avec Éric Deroo



Films à voir ou à revoir

(petite liste non exhaustive de la rédaction)

Pour ceux et celles qui côtoient l'institution militaire, nul besoin de rappeler que ses membres se sont toujours intéressés au 7^e art. Des vocations sont même nées après avoir vu certains chefs-d'œuvre, comme nous le confie Jacques Perrin.

Au fil du temps, le cinéma a trouvé sa place au sein de la culture militaire. Si certaines répliques bien senties d'Audiard font toujours rire jaune certains officiers de Marine – « *C'est curieux, chez les marins, ce besoin de faire des phrases* » du très culte *Les Tontons flingueurs* –, d'autres, comme la traditionnelle « *le fil vert sur le bouton vert, le fil rouge sur le bouton rouge* » (*On a retrouvé la 7^e compagnie*), auront permis d'expliquer, avec un peu d'humour, le maniement

rudimentaire des explosifs. Force est de constater que le cinéma a aussi permis au grand public de mieux appréhender les guerres et les hommes qui les font.

Autant dire que lorsque la rédaction *d'Armées d'aujourd'hui* a décidé de consacrer un dossier au cinéma, proposer une sélection de films semblait incontournable. Sa constitution a donné lieu à des heures de débats et d'âpres tractations, chacun voulant voir figurer tel ou tel film. Ni objective, ni exhaustive, sans objectif critique, cette liste balaye un large spectre d'œuvres en tout genre : historique, à dimension humaine, humoristique, voire parodique...

Comme s'exclamait Quentin Tarantino, président du festival de Cannes en 2009, « *Vive le cinéma !* »

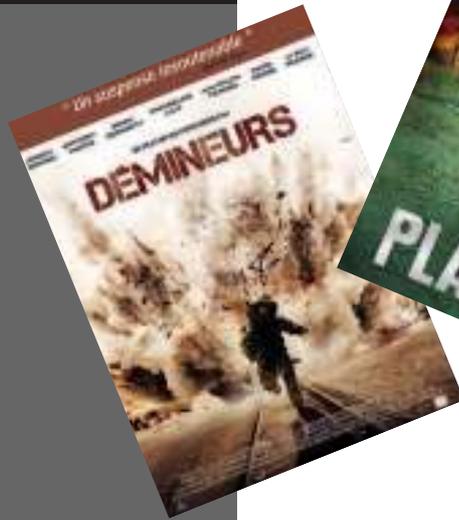
HISTORIQUES

- **À l'ouest rien de nouveau**
1930, de Lewis Milestone
- **Das Boot**
1981, de Wolfgang Petersen
- **Flyboys**
2006, de Tony Bill
- **La Chute du faucon noir**
2001, de Ridley Scott
- **Le Grand Cirque**
1950, de Georges Péclet
- **Le Jour le plus long**
1962, de Ken Annakin,
Andrew Marton,
Bernhard Wicki,
Gerd Oswald et
Darryl F. Zanuck
- **Le Pont de la rivière Kwai**
1957, de David Lean
- **Tora ! Tora ! Tora !**
1970, de Kinji Fukasaku,
Toshio Masuda
et Richard Fleischer



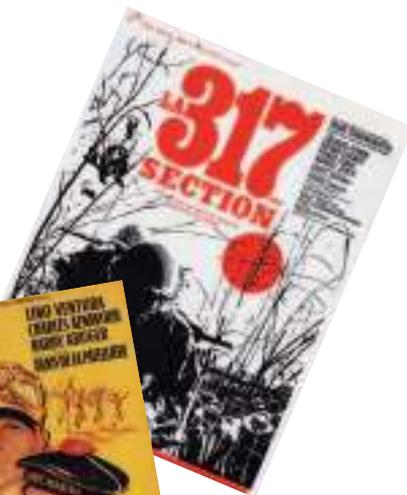
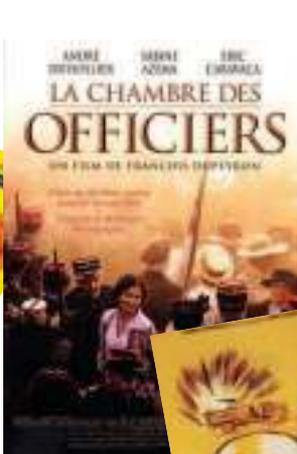
LA PETITE HISTOIRE DANS LA GRANDE

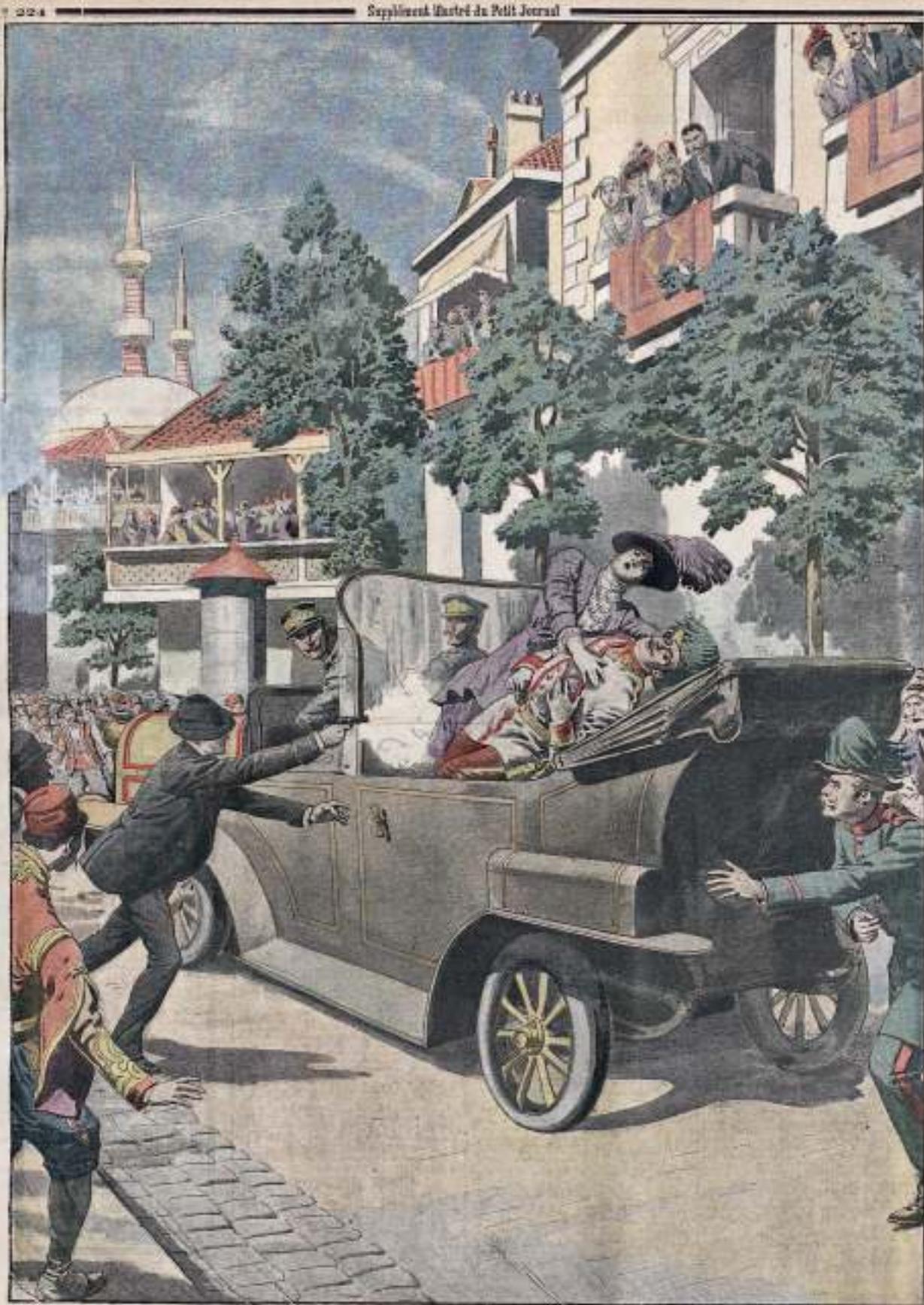
- **Démineurs**
2009, de Kathryn Bigelow
- **La Chambre des officiers**
2001, de François Dupeyron
- **La Grande Illusion**
1937, de Jean Renoir
- **La 317^e Section**
1965, de Pierre Schoendoerffer
- **Le Baron rouge**
1971, de Roger Corman
- **Le Crabe-Tambour**
1977, de Pierre Schoendoerffer
- **Platoon**
1986, d'Oliver Stone



DÉCALÉS

- **La Grande Évasion**
1963, de John Sturges
- **De l'or pour les braves**
1970, de Brian G. Hutton
- **Mais où est donc passée la 7^e compagnie ?**
1973, de Robert Lamoureux
- **M.A.S.H**
1970, de Robert Altman
- **La Grande Vadrouille**
1966, de Gérard Oury
- **Papy fait de la résistance**
1983, de Jean-Marie Poiré
- **Un taxi pour Tobrouk**
1961, de Denys de La Patellière





**ASSASSINAT DE L'ARCHIDUC HÉRITIER D'AUTRICHE
ET DE LA DUCHESSE SA FEMME A SARAJEVO**

© BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

Supplément illustré paru dans *Le Petit Journal* du 12 juillet 1914 relatant l'assassinat de l'archiduc d'Autriche et de sa femme, le 28 juin 1914.

L'été meurtrier

Avec « **Été 1914, les derniers jours de l'ancien monde** », la Défense et la Bibliothèque nationale de France nous plongent au cœur d'une Europe de la Belle Époque ne se doutant en rien du drame imminent. L'exposition s'achève sur l'hécatombe d'août et de septembre, qui annonce l'horreur des quatre années de guerre à venir.

Jour après jour, le ciel resta d'un bleu de soie, l'air était doux sans être étouffant, les prairies parfumées et chaudes, les forêts sombres et touffues avec leur jeune verdure. Aujourd'hui encore, quand je prononce le mot été, je ne peux que songer involontairement à ces radieuses journées de juillet (...) », écrit Stefan Zweig dans *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*. Pourtant, lors de cet été 1914, l'Europe allait plonger dans le chaos en quelques semaines...

Paix et guerre

Dans le cadre du Centenaire de la Première Guerre mondiale, la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives et la Bibliothèque nationale de France (BNF) présentent « **Été 1914, les derniers jours de l'ancien monde** », une exposition inédite sur les journées qui ont précédé le déclenchement du conflit jusqu'aux premières batailles. Comment, au cours de cet été, passe-t-on de la paix à la guerre? Qui sont les véritables responsables de ce conflit? Cent ans plus tard, ces questions se posent toujours. « *Avec cette exposition, nous avons voulu dresser le portrait de l'Europe de 1914 et mettre en lumière les origines profondes et immédiates de ce conflit* », explique Laurent Veyssière, vice-commissaire général de l'exposition.

Au début de l'été 1914, rien ne laisse présager que le Vieux Continent va s'embraser. Sous un soleil radieux, les paysans préparent leurs moissons, la bourgeoisie parisienne profite des plages de la côte normande, les suffragettes défilent dans Paris pour

réclamer le droit de vote... La mèche s'allume le 28 juin avec l'attentat, à Sarajevo, qui coûte la vie à l'archiduc autrichien François-Ferdinand et à son épouse. « *Cet événement est souvent cité comme point de départ du premier conflit mondial dans les livres d'histoire. En réalité, ce meurtre n'est*

vasion de la Belgique par les troupes allemandes. Deux semaines au cours desquelles l'Europe va basculer d'un état de paix à une guerre généralisée. De nombreux documents sont présentés – journaux, lettres, livres, archives photographiques, estampes et objets –, souvent inédits, issus des



2 août 1914. Des hommes se pressent pour lire les affiches appelant à la mobilisation générale.

qu'un prétexte, livre Frédéric Manfrin, l'autre vice-commissaire général de l'événement. À cette époque, on dénombre de nombreux assassinats politiques. Pour les Européens, celui-ci relève du simple fait divers. D'ailleurs, *Le Petit Journal ne l'évoque dans ses colonnes que le 12 juillet.* »

Le parcours s'organise autour de la chronologie resserrée des événements, du 23 juillet, date de l'ultimatum adressé par l'Autriche-Hongrie à la Serbie, au 4 août 1914, jour de l'in-

départements de la BNF et des collections du ministère de la Défense. Ils permettent au public de mieux comprendre le fonctionnement des sociétés et les mentalités des Européens à la veille de la guerre.

Des pièces remarquables sont dévoilées, comme ce cliché de 1912 représentant les attachés militaires britannique, russe, allemand, italien et français sur le front, lors de la première guerre balkanique, observant les tranchées ottomanes ■■■

©AGENCE ROL/BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE



J.-J. CHATARD@ICOD

De gauche à droite : les mitrailleuses Saint-Étienne modèle 1907 T (France), MG 08 (Allemagne) et Maxim PM 1910 (Russie). Ces armes meurtrières tiraient jusqu'à 600 coups par minute.

■■■ creusées pour stopper l'offensive bulgare. « Nous les voyons discutant ensemble, entre amis, commente Laurent Veyssière. Ces attachés militaires observent cette guerre de tranchées sans se douter que, deux ans plus tard, ils assisteront au même type de conflit en Europe occidentale. »

La visite se conclut sur les mois meurtriers d'août et septembre. Quatre mitrailleuses – française, allemande, russe et autrichienne – pointent leur canon vers un mur constitué de mille fiches de soldats français morts pour leur patrie « Avec l'utilisation de nouvelles armes, à la mi-septembre, un

tiers de l'armée française est décimé. Le jour le plus meurtrier de la guerre n'a lieu ni durant Verdun, ni pendant le Chemin des Dames, mais le 22 août 1914, au cours duquel 27 000 Français trouvèrent la mort. Il s'agit de la journée la plus meurtrière de toute l'histoire de France », souligne Laurent Veyssière.

Parmi les nouvelles armes du conflit, les mitrailleuses, qui ont fait leur apparition dans les années 1890. La France s'en dote à partir de 1909. Elles vont commettre des ravages. « Depuis l'ancien régime, nos stratégies offensives n'ont pas changé, poursuit le

commissaire. Les régiments avancent doucement, de manière compacte, face à l'ennemi. La mitrailleuse française tire 600 coups par minute, vous pouvez facilement imaginer les dommages qu'elle produit dans le camp adverse! » Autre phénomène qui amplifiera le nombre de morts lors de ces premiers jours de guerre : l'absence de médecins et d'infirmiers militaires. La plupart des blessés sont laissés sur les champs de bataille. Il faut attendre 1915, avec la création du Service de santé des armées, pour que se déploie une véritable médecine militaire.

Faire-part symbolique

Dans une des dernières vitrines est exposé le faire-part de décès envoyé par la famille du sergent Gendarme de Bévoitte. « Parmi les centaines de milliers de documents de ce type qui existent, celui-ci a attiré mon attention et il m'émeut particulièrement, confie Frédéric Manfrin. Ce soldat du 121^e régiment d'infanterie est tombé le 10 août 1914. En faisant des recherches, je me suis aperçu qu'il était le premier mort de son régiment. Pour moi, ce faire-part symbolise les deuils qui toucheront toutes les familles » Si la Grande Guerre est restée aussi présente dans la mémoire des Français, c'est qu'elle a touché tous les foyers. Aucun autre événement n'imbrique aussi intimement la grande histoire et les histoires familiales. ■

Carine Bobbera



©BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

En Lorraine (septembre 1914). Cette lithographie de Jean Veber exprime le choc de l'épreuve du feu.

Infos pratiques

Exposition jusqu'au 3 août à la Bibliothèque nationale de France, site François-Mitterrand, quai François-Mauriac, Paris 13^e. Du mardi au samedi 10h -19h. Dimanche 13h-19h. Fermé lundi et jours fériés. Entrée : 9 €. Tarif réduit : 7 €.



Scannez le QR code pour visionner le diaporama du reportage





AG6 CHL MER



AG5 CHL AIR



AG5 CHL TERRE

MATWATCHES
LE TEMPS DE L'ACTION
CHRONOGRAPHES MER, AIR, TERRE



Inventeur de haut vol

Spécialiste du largage à très grande hauteur, l'adjudant-chef Gasquet a mis au point un dispositif déclenchant les parachutes à basse altitude pour lutter contre l'imprécision de l'atterrissage. Aujourd'hui chef largueur à la DGA, il réalise des essais sur A400M.

Bien sûr, pour parler de lui, on pourrait utiliser les adjectifs persévérant, serein ou pragmatique, mais ce qui qualifie surtout l'adjudant-chef Christophe Gasquet, c'est cette envie d'avoir toujours un coup d'avance. À 43 ans, il fait partie du cercle très restreint des inventeurs.

Tout commence avec ce rêve de gosse : intégrer les troupes aéroportées. Après son service militaire en 1990, il rentre à l'École d'application du train et sort major de promotion, ce qui lui permet

pour ravitailler les troupes isolées sur un théâtre », se souvient-il. Il va alors tenter de résoudre ce problème avec quelques passionnés. « Malheureusement, à cette époque, je ne savais pas que la Mission pour le développement de l'innovation participative existait et qu'elle pouvait aider les inventeurs comme moi. J'ai donc commencé à financer moi-même un prototype. » À la manière d'un Steve Jobs, il transforme son propre garage en laboratoire. « Il est arrivé que nous nous retrouvions le week-end dans son salon pour poursuivre nos études », se rappelle

« Fin 2012, je me suis retrouvé à l'École militaire pour présenter mon invention au prix de l'Audace. »

de choisir son affectation. Direction la base opérationnelle mobile aéroportée de Cugnaux (Haute-Garonne), devenue depuis le 1^{er} régiment du train parachutiste, où il se spécialise dans la livraison par air. Pendant dix ans, Christophe se charge de la mise à terre de personnels et de matériel sur tous les types d'avions de transport en service dans l'armée de l'Air. En 2003, il est muté sur le site de Toulouse de la Section technique de l'armée de Terre (Stat). Rapidement, il passe ses qualifications pour le largage de matériel à très grande hauteur, sous oxygène. Il se penche alors sur le problème du manque de précision de ces manœuvres. « On larguait très haut et les parachutes s'ouvraient dès la sortie de l'avion. Cela entraînait des déports pouvant aller jusqu'à une vingtaine de kilomètres, ce qui représente un sérieux obstacle

le lieutenant-colonel Philippe Chanéac, son supérieur direct à la Stat. L'équipe met au point un colis muni d'un dispositif qui permet au parachute principal de s'ouvrir tardivement, à basse altitude.

En 2005, au Tchad, les officiers d'utilisation opérationnelle de l'armée de l'Air autorisent l'équipe à réaliser le premier largage de leur modèle à 2500 mètres. Banco ! Il vient de mettre au point le système de largage de matériel à très grande hauteur ouverture basse. Un long intitulé pour un dispositif fiable et précis qui permet d'obtenir un point de chute distant de moins de 300 mètres de l'endroit visé. Dès lors, il obtient le soutien des états-majors de l'armée de l'Air et de Terre et des financements pour poursuivre ses expérimentations. La consécration arrive trois ans en plus tard en Afghanistan : il réussit son premier

largage opérationnel. Un événement qui ne passe pas inaperçu. Désormais, cette technique est fréquemment utilisée sur les théâtres.

En juin 2012, l'adjudant-chef Gasquet reçoit un mail de l'état-major de l'armée de Terre l'informant de sa sélection pour le prix de l'Audace. « J'ai cru à une blague. Après vérification, j'ai découvert que ce prix était décerné tous les deux ans par la fondation Maréchal Leclerc de Hauteclocque et organisé par la Mission pour le développement de l'innovation participative. En décembre, je me suis donc retrouvé à Paris, à l'École militaire, pour présenter mon invention. » Un moment marquant pour le sous-officier. Et une rencontre avec le colonel Maurice Courdresses, ancien de la 2^e division blindée, vétéran de Diên Biên Phu, qui lui confie : « Si nous avions bénéficié de ce système en Indochine, nous aurions disposé de plus de munitions et l'adversaire, lui, en aurait eu beaucoup moins... ». Cette reconnaissance, il tient à la partager avec ses collègues. « Une amitié indéfectible nous unit toujours, elle va au-delà des grades et des fonctions de chacun », ajoute le lieutenant-colonel Chanéac.

Aujourd'hui, il met à profit son expertise comme chef largueur en essais au centre techniques aéronautiques de la Direction générale de l'armement à Balma. Dernier challenge en date : une campagne de sauts menée à partir de l'A400M. À ce jour, 450 colis ont été délivrés grâce à son invention. Christophe, lui, a rangé son garage. Il bricole toujours mais, cette fois, c'est perso !

Samantha Lille





P. BEN AMAR@DGA/COMM

L'adjudant-chef Christophe Gasquet en six dates

- 1971 | Naissance dans le Gers
- 1992 | École d'application du train à Tours
- 1998 | BSTAT livraison par air
- 2001 | Brevet de moniteur parachutiste
- 2007 | Largages à très grande hauteur sans oxygène au Sénégal
- 2012 | Prix de l'Audace

1



31^e RÉGIMENT DE GÉNIE



R. ADRIAN - F. JENTILE © ECPAD

7 mai 1954

Le point d'appui Eliane 3 tombe aux mains des bôdôï du général Giap, marquant la chute du camp retranché de Diên Biên Phu.

2

7 mai 2014

Sous la présidence du général d'armée Ract-Madoux, une délégation des unités encore existantes ayant participé à cet engagement doit se retrouver à Pau pour commémorer ce soixantième anniversaire.

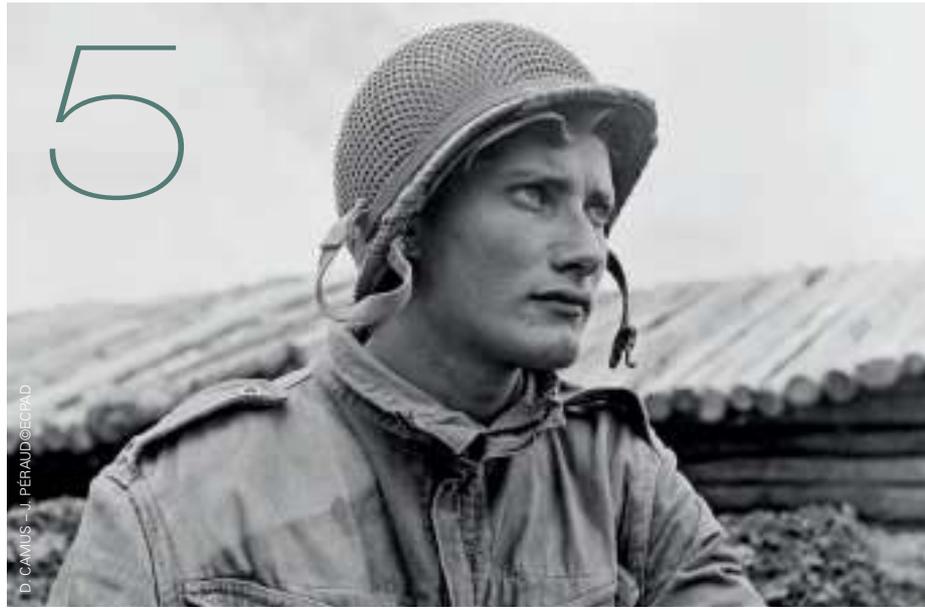


J. PÉRAUD © ECPAD



© ECPAD

1 — Construction. Des sapeurs du 31^e bataillon du génie testent la solidité d'un pont de fortune qu'ils ont érigé — **2 — Avion de chasse.** Des mécaniciens chargent une bombe de 500 livres sous l'aile d'un avion de chasse Grumman F8F1 Bearcat avant son départ en mission — **3 — Ange.** Après la chute du camp retranché, l'infirmière Geneviève de Galard, surnommée plus tard l'ange de Diên Biên Phu, en compagnie du médecin colonel Allehaut et du professeur Huard, sur le terrain de Luang Prabang.



4 — **Parachutistes.** Un Dakota du groupe de transport 2/64 Anjou largue des parachutistes — 5 — **Légion.** Depuis un point d'appui, un lieutenant de la Légion étrangère observe le terrain — 6 — **Appui feu.** Un Africain du 4^e régiment d'artillerie coloniale manœuvre un obusier — 7 — **Évacuation.** Des blessés montent dans un avion sanitaire Douglas C-47B.



Créée en 1943 en Algérie, commandée par des chefs énergiques – le général de Monsabert, puis Guillaume –, la 3^e division d'infanterie algérienne est le vainqueur du Belvédère et du Garigliano. Les Africains de la 3 finirent la guerre à Stuttgart. L'héritière de la division des trois croissants, quatre fois citée, est la 3^e brigade légère blindée.

DR

Italie - mai 1944

La victoire du Garigliano

Au printemps 1944, le mont Cassin résiste toujours. Le général Juin, commandant le corps expéditionnaire français, a l'idée audacieuse de passer par le mont Majo bordé par le fleuve Garigliano. La ligne Gustav est enfoncée et les alliés marchent sur Rome qui sera libérée le 5 juin.

Dans la mémoire collective, 1944 reste comme l'année du débarquement en Normandie. Pour l'armée française, cette période de reconquête commença dans le massif des Abruzzes pour se terminer dans les Vosges. Après les combats du Belvédère, dans le secteur de Cassino, c'est en perçant la ligne Gustav au Garigliano que le corps expéditionnaire français (CEF) du général Juin permit à la France de retrouver sa crédibilité opérationnelle aux yeux des Alliés.

Quatre divisions d'Afrique

Fin 1943, les deux premières grandes unités débarquent à Naples : la 2^e DIM (division d'infanterie marocaine) du général Dody suivie de la 3^e DIA (division d'infanterie algérienne) du général Monsabert. Rejointes après les durs combats de l'hiver par la 4^e DMM (division marocaine de montagne) du général Sevez et la 1^{re} DMI (division de marche d'infanterie), plus connue sous l'appellation de 1^{re} DFL (division française libre), du général Brosset. Les troupes d'Afrique se retrouvent d'emblée engagées dans les pires conditions, en plein hiver, dans des montagnes tenues par un ennemi rodé par quatre ans de guerre. Le front s'aligne entre la Méditerranée et l'Adriatique. Les dix divisions du maréchal Kesselring s'appuient sur les points hauts et sur un réseau d'obstacles, de destructions, de champs de mines formant la ligne Gustav. La vallée du Liri, qui mène à Rome, est fortement tenue et verrouillée par le mont Cassin,

bordée par le mont Cairo et le Belvédère au nord, et le mont Majo au sud.

Une manœuvre audacieuse

En janvier, après les premières victoires remportées par la 2^e DIM (Monna Casale), la 3^e DIA surprend l'ennemi dans le massif du Cairo et s'empare des crêtes du Belvédère qu'elle tient malgré les nombreuses contre-attaques. Le 4^e régiment de tirailleurs tunisiens y perd son chef de corps. Tous ses commandants d'unité sont tués ou blessés. Par manque de renforts, le front se stabilise et le mont Cassin résiste toujours à la 5^e armée américaine. Fort de ces succès tactiques et constatant les échecs alliés dans la vallée du Liri, Juin est convaincu que la percée ne peut être

effectuée que par une manœuvre audacieuse sur un terrain inextricable. Sans doute a-t-il en mémoire la rupture du front d'Orient dans le massif du Dobropolié le 15 septembre 1918 par les divisions franco-serbes du général Franchet d'Espèrey? Il sillonne les premières lignes et porte toute son attention sur le massif du Majo bordé par le Garigliano. Le dispositif allemand lui paraît moins dense qu'au nord, le long du Rapido. À la tête d'un petit état-major de corps d'armée composé de seulement 40 officiers sous les ordres du général Carpentier, Juin rédige sans

attendre le « mémoire du 4 avril », qui jette les bases d'une véritable manœuvre d'armée, tant dans la rupture que pour les objectifs de la première exploitation. Il connaît la valeur de ses unités, le courage de ses tirailleurs, l'exemplarité de leurs chefs et la volonté d'en découdre. Il compte sur la concentration des feux, la modularité des unités et la rapidité de l'attaque pour s'emparer des monts Faito et Majo, détruire les défenses dans les vallées, interdire les contre-attaques et exploiter la trouée. S'appuyant sur la crédibilité de ses unités, il persuade le général Alexander, commandant en chef de théâtre, et le général Clark, commandant la 5^e armée américaine, de changer leur plan et de préférer cette manœuvre audacieuse à une nouvelle attaque contre le mont Cassin.

Le 10 mai, soutenues par des milliers de mulets, les quatre divisions françaises sont passées de l'autre côté du Liri : la 2^e DIM au centre, chargée d'enlever

« Le général Juin sillonne les premières lignes et porte toute son attention sur le massif du Majo où le dispositif allemand lui paraît moins dense »

le Majo ; à sa droite et à sa gauche les 1^{re} DMI et 4^e DMM pour faire tomber les défenses basses de l'ennemi, la 3^e DIA en deuxième échelon pour enlever le verrou de Castelforte et exploiter la rupture. En première ligne, les tirailleurs portent le casque anglais pour ne pas éveiller les soupçons d'un ennemi qui a reçu l'ordre de suivre de près les unités du CEF. Juin décide de conserver toute l'artillerie des quatre divisions (400 canons) au seul profit de la 2^e DIM. Le 11 mai, vers minuit, la 2^e DIM attaque, bénéficiant de tous les ■■■

■ ■ ■ feux pour écraser les résistances et les appuis des monts Faito et Majo. Pendant deux jours, les hommes du 8^e régiment de tirailleurs marocains attaquent et contre-attaquent sur le Faito, face à un ennemi déterminé. Les blessés sont évacués à dos de mulet pendant que les réserves allemandes fondent sous le feu des tirs d'artillerie. Le 13, le drapeau français est hissé sur le mont Majo, visible de la Méditerranée aux Abruzzes. Le lendemain, après de violents combats d'infanterie et de chars, la 3^e DIA s'empare du village de Castelforte et enfonce à son tour la ligne Gustav. Sur les pistes, les bulldozers passent en tête et ouvrent la voie aux blindés, direction Ausonia et Esperia. Le 15, à l'approche de la ligne Hitler, les pipers de la 3 surprennent la 200^e régiment de Panzergrenadier, réserve stratégique de Mackensen, sur une route de montagne à quelques kilomètres des tirailleurs de tête. Elle est aussitôt anéantie par une concentration de feux. À gauche, le corps de montagne, la 4^e DMM et les goumiers du général Guillaume enveloppent les défenses ennemies, surprennent et détruisent

les convois qui tentent de se replier ou de colmater les brèches. La victoire du Garigliano est assurée. Après plus de six mois d'immobilisme, le CEF vient d'ouvrir la porte de Rome.

Le 23, Alexander ordonne l'attaque générale sur tout le front. Le 2^e corps d'armée américain fait sa jonction avec le 6^e corps d'armée américain (5 divisions) encerclé depuis quatre mois dans la tête de pont d'Anzio. Les Africains du CEF affrontent durement les dernières réserves allemandes, dont la 26^e Panzerdivision, équipée de chars Panther.

Un chef clairvoyant et fonceur

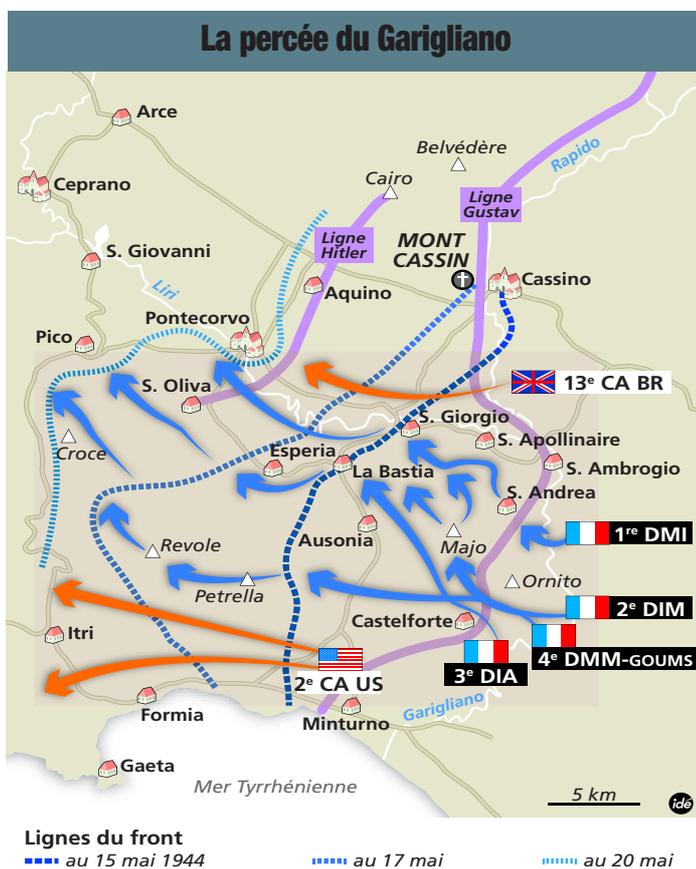
Le 3^e régiment de tirailleurs algériens franchit le Tibre en premier. Le 5 juin, Monsabert dépasse la ville éternelle, tandis que la 88^e division américaine y entre par la via Appia. Le 11, la 2^e DIM du mont Majo défile devant Juin à Rome. Clark écrira : « Je suis fier que le CEF appartienne à la 5^e armée. » Le 2 juillet, les Africains de la 3, vainqueurs du Belvédère et de Castelforte, libèrent Sienna intacte, avant de rejoindre Naples et d'embarquer pour la France. Un mois plus tard, en voyant approcher

les côtes de Provence, le général de Monsabert, futur libérateur de Marseille, s'exclame : « France, la 3^e division d'infanterie algérienne te ramène tes drapeaux victorieux. »

Plus que la bataille emblématique de l'infanterie, la victoire du Garigliano reste avant tout une magnifique victoire interarmes, œuvre d'un chef clairvoyant et fonceur servi par un remarquable état-major, privilégiant la manœuvre, le feu et la modularité.

Soixante-dix ans plus tard, alors que la France s'apprête à commémorer les combats de la Libération, le Garigliano rappelle le rôle joué par l'armée d'Afrique, de la Tunisie au Palatinat, de Rome à Strasbourg, et le courage de ces métropolitains, de ces pieds-noirs et indigènes tous unis derrière le drapeau tricolore pour combattre l'envahisseur et libérer le pays. Depuis cette époque, sous le signe des trois croissants, les Africains de la 3 conservent intact le souvenir de ces hommes, attachés à leur emblème, la petite victoire romaine de Constantine, en France comme en Afrique. ■

Général Bernard Barrera



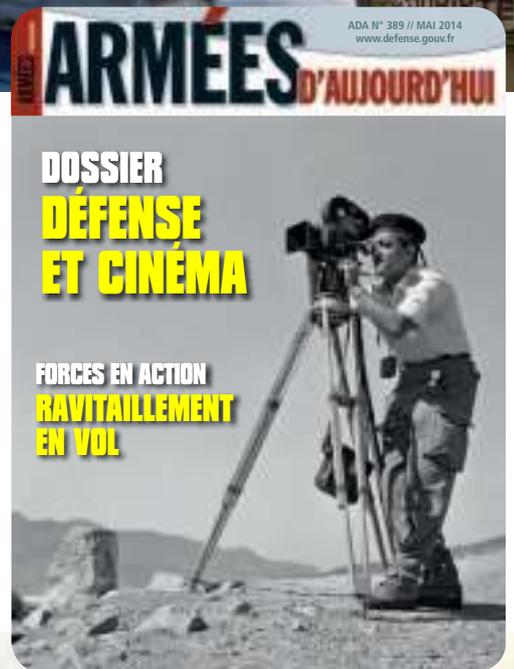
Pour être au cœur de la défense, ABONNEZ-VOUS !



Abonnement	Public			Spécial*		
	France	Dom/Com par avion	Étranger par avion	France	Dom/Com par avion	Étranger par avion
1 an (10 n ^{os})	20€	30€	35€	15€	25€	30€
2 ans (20 n ^{os})	35€	55€	65€	25€	45€	55€

*Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Chaque mois, **découvrez nos forces en action**, les enjeux de notre **stratégie de défense**, les facettes de l'industrie et des **technologies de l'armement**. Participez aux débats des armées et **renforcez votre culture militaire**. Avec ses **68 pages** et sa **version online**, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction
 Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :
 ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route de Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : roulage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.



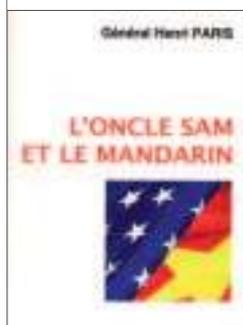
LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE AU LIBAN (1978-2014), Témoignages inédits

L'armée française est présente depuis 1978 au Liban, au sein de la Finul, la Force intérimaire des Nations unies au Liban. Depuis plus de trente-six ans, elle a acquis patiemment, et parfois douloureusement, une expérience unique dans la maîtrise du maintien de la paix. Ce dernier ouvrage de l'historien Axel Rappolt n'est pas une histoire des casques bleus au Liban ni une histoire militaire de la région, mais plutôt une synthèse permettant de démêler les principaux enjeux qui expliquent l'action des forces militaires françaises dans ce pays. Rédigée à partir de nombreux témoignages inédits, cette étude s'attache particulièrement aux années 2006-2014, ainsi qu'aux nombreuses conséquences de la guerre civile en Syrie pour le pays du Cèdre.

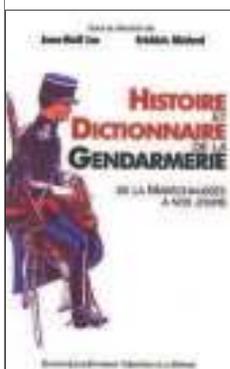
Axel Rappolt,
éd. Lavauzelle,
192 p., 24 €

L'ONCLE SAM ET LE MANDARIN

D'un bout à l'autre du Pacifique, Américains et Chinois s'observent. Économie, énergie, stratégie, tout les placent en situation de concurrence, voire de compétition. Ce volumineux essai d'Henri Paris, ancien « patron » de la 2^e division blindée qui publie ici son dixième ouvrage de géostratégie, propose une analyse détaillée sur l'évolution de ces deux puissances. La rivalité en Afrique, au Moyen-Orient ou en Corée est magistralement dépeinte. L'auteur prévoit une inéluctable issue conflictuelle entre ces deux géants. Alliant l'érudition historique et géopolitique à la puissance de la prospective, le général Paris offre ici une immersion au cœur d'une formidable mutation en cours, pas toujours perceptible pour le public européen. Quarante ans plus tard, il prend un peu la suite d'Alain Peyrefitte et de son livre : *Quand la Chine s'éveillera*.



Général Henri Paris
éd. Nuvis,
429 p., 29 €



HISTOIRE ET DICTIONNAIRE DE LA GENDARMERIE De la maréchaussée à nos jours

Longtemps délaissée, l'histoire de la gendarmerie est depuis une quinzaine d'années au centre de travaux novateurs d'universitaires et d'historiens des armées. La gendarmerie est, en effet, l'un des leviers de l'action de l'État, ainsi qu'un point de contact révélateur des liens entre le pouvoir et la société. Ce travail monumental, aujourd'hui publié, est l'œuvre d'une trentaine d'historiens et de chercheurs, civils ou militaires. Une première partie retrace, depuis la naissance de la maréchaussée au Moyen-Âge, toutes les évolutions de la gendarmerie dans les villes, les campagnes, au front où à l'étranger. Les métamorphoses de « la peur du gendarme » dans la littérature, le cinéma ou la BD sont également étudiées. La seconde partie est un dictionnaire inédit où sont décrits, à partir de 300 entrées, les hommes célèbres, les matériels, les lois et règlements qui ont façonné cette longue histoire.

Sous la direction de Jean-Noël Luc et Frédéric Médard,
éd. Jacob-Duvernet et ministère de la Défense,
538 p., 24,90 €

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE Histoire du statut militaire et de la concertation dans l'armée française



Créé en 1969, le CSFM, le Conseil supérieur de la fonction militaire, est un lieu de dialogue unique dans les institutions militaires françaises. Si les militaires sont bien des « agents de l'État », les règles de la discipline aux armées les ont toujours très nettement distingués des autres « travailleurs » des secteurs publics ou privé. Depuis les années 1970, cependant, la Grande muette s'est réformée et le CSFM est devenu le cadre institutionnel au sein duquel les militaires participent à l'élaboration des textes relatifs à leur carrière. Qu'il s'agisse du droit de concertation, de revalorisation des pensions, d'évolution des statuts : toutes les grandes mutations de la condition militaire ont été portées, ces dernières décennies, par le conseil. Cet ouvrage, premier du genre, retrace l'histoire de cet organe consultatif très largement méconnu du grand public.

Julien Odoul,
Publication du ministère de la Défense, 230 p.



LA GUERRE AU XX^e SIÈCLE

La série Regard d'expert de la collection Doc'en poche et la *Documentation photographique* se sont associées pour rééditer des textes épuisés d'historiens et de géographes de renom. Premier volume de cette nouvelle série chapeauté par la Documentation française, *La Guerre au XX^e siècle* permet de relire des articles d'anthropologie historique – notamment l'expérience combattante décryptée par Stéphane Audoin-Rouzeau et celle des civils par Anne Duménil. Au sommaire également, la Guerre froide de Pierre Grosser et la guerre d'indépendance algérienne de Raphaëlle Branche et de Sylvie Thénault. Des textes de référence et des illustrations de qualité en format de poche.

Collectif d'auteurs : Stéphane Audoin-Rouzeau, Raphaëlle Branche, Anne Duménil, Pierre Grosser, Sylvie Thénault,
éd. La Documentation française,
188 p., 9,90 €